



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/101/Add.2
23 février 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 20 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'ENFANT

Rapport de la Rapporteuse spéciale chargée d'étudier la question
de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et
de la pornographie impliquant des enfants,
Mme Ofelia Calcetas-Santos

Additif

Rapport de la mission sur la question de l'exploitation sexuelle
des enfants à des fins commerciales menée par
la Rapporteuse spéciale au Mexique
(10-21 novembre 1997)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 8	3
I. EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES DANS UNE METROPOLE : LE CAS DE MEXICO (DISTRICT FEDERAL)	9 - 58	4
A. Causes et caractéristiques	9 - 19	4
B. Cadre juridique	20 - 30	7
C. Programmes gouvernementaux	31 - 44	9
D. Système de justice pénale	45 - 51	13
E. Organisations non gouvernementales	52 - 58	14

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II. EXPLOITATIONS SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES DANS UNE REGION PORTUAIRE INDUSTRIALISEE : JALAPA ET PUERTO DE VERACRUZ	59 - 74	16
A. Causes et caractéristiques	59 - 62	16
B. Cadre juridique	63	17
C. Programmes gouvernementaux	64 - 67	17
D. Système de justice pénale	68 - 71	18
E. Organisations non gouvernementales	72 - 74	19
III. L'IMPACT DU TOURISME SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES : CANCUN, QUINTANA ROO	75 - 94	20
A. Causes et caractéristiques	75 - 81	20
B. Cadre juridique	82	21
C. Programmes gouvernementaux	83 - 89	21
D. Système de justice pénale	90 - 92	23
E. Organisations non gouvernementales	93 - 94	23
IV. EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES DANS LES ZONES FRONTALIERES : CIUDAD JUAREZ ET TIJUANA	95 - 126	24
A. Causes et caractéristiques	95 - 100	24
B. Cadre juridique	101 - 102	26
C. Programmes gouvernementaux	103 - 109	26
D. Système de justice pénale	110 - 115	28
E. Organisations non gouvernementales	116 - 126	30
V. ANALYSE COMPARATIVE	127 - 139	33
A. Situation de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales	128 - 131	33
B. Dispositions juridiques	132	34
C. Action gouvernementale	133 - 136	34
D. Rôle de la justice pénale	137 - 138	35
E. Rôle des organisations non gouvernementales . .	139	35
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	140 - 142	36
A. Gouvernement mexicain	140 - 141	36
B. Organisations non gouvernementales	142	38

Annexe

Liste non exhaustive des personnes et organisations que la Rapporteuse spéciale a rencontrées pendant sa mission	40
---	----

Introduction

1. A l'invitation du Gouvernement mexicain, la Rapporteuse spéciale chargée d'étudier la question de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants s'est rendue à Mexico, Veracruz, Jalapa, Cancún, Cuidad Juárez et Tijuana du 10 au 21 novembre 1997, pour étudier la question de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales au Mexique.
2. La Rapporteuse spéciale saisit cette occasion pour remercier le Gouvernement mexicain, et en particulier le Système national pour le développement intégral de la famille (DIF), de sa coopération et de son assistance qui lui ont permis de rencontrer, partout où elle s'est rendue, des représentants des secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux intéressés et d'obtenir les renseignements et la documentation dont elle avait besoin pour faire rapport à la Commission des droits de l'homme d'une manière objective et impartiale.
3. La Rapporteuse spéciale remercie chaleureusement M. Michael Ayala Woodstock, Représentant résident adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et son personnel, qui lui ont donné l'appui logistique nécessaire au succès de sa mission. Elle est également reconnaissante au bureau du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Mexico qui lui a fourni des renseignements, des documents et une assistance pour préparer et mener à bien sa mission. Enfin, elle ne manquera pas de souligner l'efficacité du Centre d'information des Nations Unies (CINU) du Mexique, qui a assuré la coordination avec les médias pendant son séjour.
4. Pendant sa mission, la Rapporteuse spéciale a rencontré le Ministre des affaires étrangères, de hauts responsables du ministère public au niveau des Etats, du Système national pour le développement intégral de la famille (DIF), du Ministère du tourisme et du Bureau du Procureur général, ainsi que des représentants de la Commission nationale des droits de l'homme et des commissions des droits de l'homme de plusieurs Etats et, enfin, des responsables de l'application de la loi. Elle s'est également entretenue avec des représentants de l'UNICEF, d'autres organisations non gouvernementales de défense des enfants et les autorités consulaires du Mexique à San Diego en Californie (Etats-Unis).
5. Dans presque toutes les villes qu'elle a visitées, la Rapporteuse spéciale s'est rendue de nuit dans les quartiers chauds afin de se rendre compte par elle-même de la situation des enfants dans les rues, dans les bars et dans les boîtes de nuit. Elle a également pu se rendre dans plusieurs foyers pour enfants et rencontrer des victimes d'exploitation et de violences.
6. Une liste non exhaustive de personnes et d'organisations avec lesquelles la Rapporteuse s'est entretenue pendant sa mission est jointe en annexe au présent rapport.
7. La Rapporteuse spéciale a décidé de visiter le Mexique pour étudier l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans quatre endroits représentatifs : dans une grande métropole comme Mexico, dans la région portuaire industrialisée de Veracruz et de Jalapa, dans la station

balnéaire de Cancún et dans les zones frontalières entre le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique, en particulier dans la région de Ciudad Juárez et de Tijuana. Elle regrette de ne pas avoir pu se rendre à Acapulco, ville sinistrée à la suite du passage d'un ouragan sur la côte. Par ailleurs, la Rapporteuse spéciale a cherché à connaître les initiatives déjà lancées au Mexique par les autorités fédérales et les autorités des Etats et par les organisations non gouvernementales pour lutter contre les problèmes décelés.

8. Dans le présent rapport, chaque situation est étudiée individuellement car, si les causes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants sont les mêmes presque partout, les caractéristiques du phénomène ainsi que la réaction des autorités de l'Etat et de la société civile peuvent varier considérablement. Parallèlement, une analyse comparée des constatations faites pour chaque situation est présentée de façon à dégager des stratégies et à formuler des recommandations qui peuvent être adaptées à toutes les situations se présentant au Mexique.

I. EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES DANS
UNE METROPOLE : LE CAS DE MEXICO (DISTRICT FEDERAL)

A. Causes et caractéristiques

9. Avec une population qui atteint presque 20 millions de personnes pendant la journée, dont 8 millions viennent quotidiennement y travailler, Mexico est l'une des plus grandes villes du monde. Par conséquent, la prévalence des enfants des rues dans une telle métropole non seulement n'a rien d'étonnant mais elle est de plus très visible. D'après les statistiques officielles, il y avait en 1995 environ 13 370 enfants des rues (dont 4 210 filles) dans le District fédéral, mais les organisations non gouvernementales qui travaillent avec des enfants des rues estiment que le chiffre est plus près de 20 000- 25 000. On estime également que 90 % des enfants des rues de Mexico sont victimes d'exploitation sexuelle à un moment ou à un autre de leur vie dans la rue.

10. Les enfants des rues qui se prostituent sont principalement rassemblés dans le quartier du marché du centre-ville de La Merced (delegación Cuauhtémoc), dans le quartier de la gare routière de Central del Norte et dans deux stations de métro, Observatorio et Indios Verdes. La Rapporteuse a appris que, depuis 1994, une augmentation de la prostitution des enfants à Mexico avait été observée, en particulier un accroissement de la prostitution des jeunes filles venues de l'extérieur du District fédéral, par exemple de Tlaxcala, Oaxaca, Chiapas, Puebla et Veracruz. Il n'y a qu'un très petit nombre de filles qui viennent des Etats du Nord. Les principales causes de migrations des zones rurales vers les zones urbaines qui ont été citées dans le cas des jeunes filles seules sont - et cela n'a rien d'étonnant - un milieu social défavorisé, le chômage et l'absence de possibilité d'instruction. La plupart des garçons des rues dans le District fédéral viennent d'autres Etats, comme Hidalgo, Querétaro, Michoacán et Guerrero.

11. En général, les filles vont dans le District fédéral pour chercher du travail et se retrouvent dans la rue, sans argent et sans toit. Le plus souvent, elles ont quitté un milieu familial violent et sont des proies faciles pour les proxénètes ou les entremetteurs dès qu'elles arrivent dans

la grande ville où elles ne connaissent personne. D'après les personnes rencontrées, la basilique de Guadalupe, la Alameda ou le parc de Chapultepec et La Villa par exemple sont des lieux où les entremetteurs (galanes) font les travaux d'approche auprès des mineures qui viennent d'arriver en ville. Il arrive aussi que les filles soient trompées et quittent leur famille, parfois avec la bénédiction de celle-ci, pour partir avec un souteneur (padrote), un "petit ami" ou un futur "mari" qui leur promet de leur trouver du travail à Mexico et qui leur prête souvent des sommes importantes afin d'établir une relation de dépendance. Pour finir, la fille se retrouve tellement endettée qu'elle est obligée de se livrer à la prostitution pour le compte de celui qu'elle prenait pour un "mari" ou un "petit ami" et qui est devenu son proxénète. En pareil cas, l'exploitation physique et sexuelle est exacerbée par l'exploitation affective et psychologique des sentiments de la jeune fille.

12. D'après le DIF, l'une des principales causes du départ des enfants de leur foyer ou de leur abandon par leur famille est la désagrégation de la famille et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les familles de s'occuper de leurs membres. La violence dans les familles et la toxicomanie sont des facteurs aggravants dans la perte des valeurs et de la morale sociales, les revenus des ménages n'étant pas identifiés comme la principale cause de risque. Il semble au contraire que, dans les familles à faible revenu, les valeurs familiales soient moins affaiblies que dans les familles plus modernes et plus prospères. L'accroissement du nombre de grossesses d'adolescentes et l'hostilité de la société à l'égard de ce phénomène ont également été cités au nombre des motifs qui jettent les jeunes filles dans la prostitution.

13. Dans certains cas, les filles obtiennent un travail dans un bar ou un restaurant, à la condition tacite que d'autres services seront également offerts si le client le demande. Certaines jeunes prostituées envoient de l'argent à leur famille pour compléter les revenus du ménage ou pour financer les études d'un plus jeune. Les filles des rues qui se prostituent sont souvent exploitées non seulement par leur proxénète mais aussi par la police, par les propriétaires des snack-bars (loncherías) et des cafés ainsi que par les fonctionnaires des administrations locales qui leur réclament de l'argent pour assurer leur "protection".

14. Pour ce qui est des mineures de 12 ans, on a observé que la plupart se retrouvent dans le District fédéral et vivent dans la rue après s'être enfuies de chez elles ou avoir été abandonnées par leur famille, sans avoir au départ l'intention de se prostituer. C'est à cause de leur vie dans la rue, où elles sont exposées très tôt à des relations sexuelles, à des grossesses précoces et où elles ont facilement accès à la drogue, qu'elles commencent à avoir des relations sexuelles "pour survivre"; et plus tard elles peuvent être victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

15. La prostitution des garçons a aussi été constatée dans le District fédéral mais à une moins grande échelle que la prostitution des filles. On a toutefois noté que les garçons avaient davantage tendance à avoir des relations sexuelles pour obtenir de quoi manger, de la drogue ou un endroit pour dormir plutôt que contre de l'argent. Dans le District fédéral, on sait que les garçons des rues et les clients homosexuels ou les pédophiles qui

recherchent des jeunes garçons se rassemblent généralement dans le quartier Garibaldi. D'après des organisations non gouvernementales, on a vu des jeunes garçons âgés de 10 à 14 ans à certains angles de rues, aux petites heures du matin, attendre des limousines privées qui les emmènent. Il est toutefois très difficile de savoir ce qui se passe exactement parce que les garçons ne veulent pas en parler, par peur ou par honte. Par rapport aux filles, les garçons des rues ont une autre caractéristique : ils ont une grande aptitude à la survie et ils peuvent parcourir tout le pays à la recherche de l'aventure. Cette mobilité représente l'un des principaux obstacles que rencontrent les personnes qui s'occupent des enfants pour faire participer pendant longtemps les garçons aux programmes d'assistance en leur faveur.

16. L'une des études les plus complètes que la Rapporteuse spéciale ait consultées sur l'exploitation sexuelle à des fins commerciales au Mexique est une étude sur la prostitution des jeunes à La Merced (Mexico) menée en 1996 par une organisation non gouvernementale appelée Espaces pour le développement intégral (Espacios del Desarrollo Integral, AC - EDIAC), avec l'appui de la Commission des droits de l'homme du District fédéral et de l'UNICEF. On estime que plus de 50 % des femmes prostituées dans ce district sont mineures, la plupart ayant autour de 15 et 16 ans.

17. Pendant sa visite nocturne dans le quartier de La Merced, la Rapporteuse spéciale a pu parler avec des dirigeantes de l'Union des femmes indépendantes, un groupe d'environ 300 prostituées du district qui se sont organisées afin d'être plus en sécurité. Quand la Rapporteuse leur a demandé ce qu'elles craignaient le plus dans leur travail, elles ont répondu que "chaque fois qu'on va avec un client, on ne sait jamais si on ressortira vivante" (entretien avec Nancy Gonzalo Vargas, une des responsables de l'Union, 11 novembre 1997). Les responsables de l'Union ont affirmé qu'il n'y avait pas de mineurs dans leur organisation, tout en admettant qu'il pouvait y en avoir dans d'autres groupes. Apparemment, elles sont mécontentes parce que les mineures reçoivent trois fois plus que les professionnelles adultes. La Rapporteuse spéciale a aussi appris que l'Union n'était qu'une association parmi de nombreuses autres organisations qui opèrent dans le quartier de La Merced; elles sont généralement rivales, ce qui donne lieu à des violences et des menaces et accroît la vulnérabilité des enfants des rues pour qui il est donc quasiment impossible d'échapper à ce climat de danger.

18. En plus d'une prostitution très visible dans les rues du quartier de La Merced, des vendeurs des marchés vendent des cassettes et des magazines pornographiques mettant notamment en scène des enfants, à leur stand pendant la journée. La question n'a fait l'objet d'aucune étude plus poussée mais une organisation non gouvernementale a signalé qu'elle avait l'intention de faire quelque chose à ce sujet. La Rapporteuse spéciale engage aussi instamment les autorités gouvernementales à prendre des mesures pour veiller à ce que du matériel pornographique mettant en scène des enfants ne soit pas détenu, produit ni distribué au Mexique.

19. La contamination par le virus du SIDA est un autre risque croissant lié à l'augmentation de la prostitution des enfants. Les clients refusent généralement d'utiliser des préservatifs et sont de plus en plus nombreux à préférer les jeunes enfants, ce qui augmente la vulnérabilité des mineurs à l'exploitation et à la contamination par le virus du SIDA.

B. Cadre juridique

20. Le Mexique est partie à la Convention relative aux droits de l'enfant depuis le 26 janvier 1990 et a soumis son rapport initial au Comité des droits de l'enfant (CRC/C/3/Add.11) en décembre 1992 *. Tout en louant le Gouvernement mexicain d'avoir ratifié rapidement la Convention et d'avoir soumis son rapport initial en temps voulu, le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré préoccupé par le fait que les lois et règlements visant à assurer la réalisation des droits de l'enfant ne sont pas toujours compatibles avec les dispositions de la Convention. A ce sujet, la Rapporteuse spéciale prie instamment le Gouvernement mexicain, au niveau fédéral et au niveau des Etats, de poursuivre ses efforts pour harmoniser la législation interne et la mettre en conformité avec la Convention. La législation de tous les Etats du Mexique fixe à 18 ans l'âge de la majorité civile mais il y a des controverses et des divergences pour ce qui est de l'âge de la responsabilité pénale.

21. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale voudrait saluer l'action de la Commission nationale des droits de l'homme, qui a récemment publié une analyse de tous les textes législatifs se rapportant aux droits de l'enfant, présentée Etat par Etat et accompagnée d'un commentaire et d'un texte de loi type devant permettre d'harmoniser la législation des Etats avec la Convention relative aux droits de l'enfant. La Rapporteuse spéciale a appris que tous les sénateurs de l'Assemblée nationale recevraient un exemplaire du projet de législation et des recommandations.

22. Lorsqu'il a examiné le rapport initial, le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré troublé par le nombre important de cas de mauvais traitements d'enfants imputés aux forces de police ou de sécurité ou au personnel militaire et s'est inquiété de ce que des mesures effectives ne soient pas prises pour punir les personnes reconnues coupables de ces abus ou pour faire connaître les peines prononcées. La Rapporteuse spéciale reviendra plus loin sur certains cas de violences commises contre des enfants des rues imputés à des responsables de l'application de la loi. Elle est particulièrement préoccupée par des informations qu'elle a reçues pendant sa mission, qui donnent à penser que des membres de la police judiciaire commettent activement des violations à l'encontre d'enfants des rues ou protègent les personnes qui exploitent les enfants.

23. Le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré également préoccupé par la fréquence des abus et des violences dont les enfants sont victimes dans leur famille. A ce sujet, la Rapporteuse spéciale a appris avec plaisir, en s'entretenant avec des sénateurs, que le Président de la République avait signé un projet de loi sur la violence dans les familles la semaine avant qu'elle n'arrive au Mexique. Elle considère qu'il s'agit d'une mesure importante non seulement pour lutter contre l'incidence croissante de la violence familiale dans le pays mais aussi pour sensibiliser la société à ce problème réel. Les sénateurs rencontrés ont aussi donné à la Rapporteuse

*Portant la date du 10 février 1993, le rapport initial a été examiné par le Comité à sa cinquième session, en janvier 1994 (voir CRC/C/24, par. 26 à 44 pour les observations finales du Comité et CRC/C/SR.106 et 107 pour un résumé des débats).

spéciale l'assurance que tous les partis politiques représentés au Sénat étaient unis par la volonté de s'occuper d'urgence de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

24. Dans le cadre du présent rapport la Rapporteuse spéciale n'est pas en mesure d'analyser en détail tous les textes législatifs applicables aux niveaux de la Fédération et des Etats, étant donné la complexité du système juridique mexicain. Elle se contentera de citer simplement les dispositions les plus importantes de certaines lois fédérales ainsi que des législations des Etats qu'elle a visités. Son objectif est de mettre en lumière les nombreuses divergences qui existent dans les législations censées protéger les droits des enfants à l'échelon des Etats.

25. L'interdiction et la répression de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales sont essentiellement visées par les dispositions relatives à la corruption de mineurs, définie comme "l'incitation à des modes de vie malhonnêtes entraînant la dégradation morale et physique de l'enfant", et le proxénétisme (lenocinio), défini comme "l'exploitation habituelle ou occasionnelle du corps d'autrui par le commerce charnel".

26. La Constitution des Etats-Unis du Mexique dispose en ses articles 17, 21 et 102 que toute activité liée à la vente ou à la traite et à la prostitution de mineurs, ainsi que la prostitution d'enfants sont passibles de poursuites et de peine. On notera que la prostitution des adultes ne constitue pas en soi une infraction tant qu'elle est pratiquée de façon "non scandaleuse" (art. 200, chap. III, du Code pénal).

27. L'article 366 du Code pénal punit d'un emprisonnement de deux à neuf ans la traite des mineurs. Cet article doit se rattacher à la nouvelle loi fédérale contre le crime organisé qui qualifie en son article 2(V) de crime grave la traite des mineurs quand le responsable en est un membre d'une organisation criminelle; une peine de neuf ans d'emprisonnement est alors prévue.

28. La loi fédérale du travail dispose en son article 173 que tout travail effectué par un mineur âgé de 14 à 16 ans est soumis à la surveillance et à la protection de l'Inspection du travail. L'article 174 de la même loi interdit l'embauche de mineurs de 16 ans dans des débits de boissons alcoolisées ou dans des lieux qui peuvent nuire à leur moralité.

29. En vertu du Code pénal du District fédéral, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants tombent sous le coup des articles sanctionnant la "corruption de mineurs" et sont punis de 7 à 15 ans d'emprisonnement. En ce qui concerne l'exploitation collective de la prostitution de mineurs, par exemple dans les maisons de prostitution établies, la peine peut aller jusqu'à un emprisonnement de 40 ans. Le fait pour un mineur de livrer un autre mineur à la prostitution n'est pas considéré comme une infraction pénale mais comme une "faute relevant de l'indiscipline" qui exige un passage dans un établissement pour mineurs délinquants, alors que les enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales sont renvoyés dans des institutions distinctes où ils suivent un traitement axé sur la réadaptation, comme les foyers et les centres d'hébergement pour enfants administrés par des organisations non gouvernementales.

30. Lors des entretiens, la question de la nécessité de procéder à une révision du Code pénal de façon à permettre le dépôt d'une plainte au nom d'un enfant sans l'autorisation des parents a été soulevée. Au moment où la Rapporteuse spéciale s'est rendue dans le pays, le Sénat avait commencé l'examen d'un projet de modifications au Code pénal, qui portaient sur la pornographie mettant en scène les enfants; les nouvelles dispositions l'érigeraient en infraction grave, punie d'un emprisonnement de 5 à 10 ans assorti d'une amende équivalant à au moins 1 000 jours de salaire. Des interlocuteurs de la Rapporteuse ont indiqué qu'il serait nécessaire de pouvoir consulter des textes législatifs d'autres pays sur la pornographie mettant en scène des enfants afin de renforcer le projet en cours d'examen.

C. Programmes gouvernementaux

31. Le Système national pour le développement intégral de la famille (DIF) est le principal organisme public qui s'occupe des enfants; doté de 32 bureaux décentralisés, le DIF s'efforce de mettre en place au plan local un appareil de protection des enfants, par tout un ensemble de programmes. A l'origine, dans les années 30, le DIF avait été créé pour prendre en charge les enfants abandonnés dans les villes. Depuis il a développé son action en participant au programme de déjeuners scolaires, dont les bénéficiaires sont plus de 4 millions d'enfants dans tout le pays. Le DIF met également en oeuvre des politiques nationales pour la protection des enfants et des stratégies d'intervention et de réadaptation en faveur des victimes. Dans ces programmes de prévention, le DIF privilégie l'intégration de la famille, en particulier parce que le grand nombre d'enfants des rues au Mexique a été attribué à la désintégration des familles. Vu ce phénomène social, le DIF préconise que toute révision des dispositions législatives relatives aux enfants s'accompagne d'une sensibilisation de la société mexicaine qui doit avoir davantage conscience que les enfants ont des droits. De plus, pour que la protection des enfants soit réelle, il faut que la loi soit connue des familles. La responsabilisation de la famille est considérée comme l'outil le plus efficace pour empêcher l'exploitation des enfants et les abus dont ils sont victimes.

32. Le DIF du District fédéral a mis en place une ligne téléphonique permettant de dénoncer les cas de sévices contre des enfants auprès de personnels qualifiés, qui dépêchent alors des travailleurs sociaux pour évaluer la situation. Le DIF fournit aussi gratuitement une assistance juridique aux familles qui en ont besoin et recherche les moyens de donner un soutien psychologique et éducatif aux familles et aux groupes vulnérables. Lors de leur entretien avec la Rapporteuse spéciale, des représentants du DIF ont fait remarquer que la plus grosse difficulté qu'ils rencontraient dans leur travail tenait à l'absence de statistiques réelles sur les enfants en difficulté au Mexique; ils ont reconnu aussi qu'il fallait que les programmes du DIF soient étendus aux zones rurales et aux communautés autochtones. A ce sujet, en coopération avec l'UNICEF le DIF met en oeuvre des programmes en faveur des enfants en situation particulièrement difficile; ces programmes portent sur le travail des enfants, les enfants des rues et les enfants victimes de violences.

33. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale a appris que l'UNICEF n'avait pas de programme expressément consacré à la question de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales au Mexique. Une bonne partie des programmes que l'UNICEF met en oeuvre traitent indirectement de la question : par exemple des programmes visant à éliminer la violence dans les familles, à sensibiliser la société par l'intermédiaire des organes d'information, à prêter assistance aux enfants des rues et à soutenir la réforme des dispositions relatives aux enfants des textes législatifs de la Fédération et de l'Etat. La Rapporteuse spéciale recommande vivement que, dans le cadre de son mandat consistant à s'occuper des enfants en situation particulièrement difficile, l'UNICEF lance et finance des projets conçus expressément pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, en tirant parti des compétences des organisations non gouvernementales qui oeuvrent dans ce domaine et en leur apportant un soutien.

34. En s'entretenant avec le Ministre des affaires étrangères, la Rapporteuse spéciale a appris que le Gouvernement mexicain allait être chef de file du Sommet des Amériques qui devait se tenir au Chili en 1998 et qui porterait spécialement sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans la région. L'échange de renseignements, les techniques d'enquête et le matériel de recherche, ainsi que la possibilité de disposer de personnels spécialisés pour s'occuper des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ont également été mentionnés au nombre des sujets importants qui pourraient être débattus pendant cette réunion régionale de haut niveau. La Rapporteuse spéciale engage le Gouvernement mexicain à saisir ce genre d'occasion pour faire montre d'un sens des responsabilités en ce qui concerne cette question importante, qui intéresse le continent tout entier.

35. Pour ce qui est de la législation relative à l'extraterritorialité, le Ministre des affaires étrangères a indiqué que le Gouvernement contestait la "valeur juridique" d'une telle législation et considérait que ces règles n'étaient pas conformes au droit international, fondant cette conclusion sur un avis demandé au Comité juridique interaméricain. Le Ministre a expliqué que le Mexique avait signé un certain nombre de traités d'extradition bilatéraux avec un grand nombre de pays, qui étaient également applicables dans les cas d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, de sorte qu'une législation spéciale pour établir une juridiction extraterritoriale à cette fin n'était pas nécessaire. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale a fait valoir toutefois que la valeur d'une législation prévoyant l'extraterritorialité était principalement à rechercher dans son effet préventif plutôt que dans son application à des fins répressives.

36. Lors de la visite de la Rapporteuse spéciale à l'Assemblée nationale, la Commission de l'assistance spéciale aux groupes vulnérables et la Commission des services de santé et des services sociaux se sont engagées à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, à divers niveaux. Elles se sont engagées notamment à obtenir une révision de la législation, à établir un réseau de coopération avec tous les agents, comme les organes d'information et les organisations de tourisme et à soutenir les organisations non gouvernementales qui travaillent dans ce domaine. La Rapporteuse spéciale espère que les députés ont déjà concrétisé ces engagements par des stratégies et des actions effectives.

37. Lors de leurs entretiens avec la Rapporteuse spéciale, les fonctionnaires du Ministère du tourisme ont catégoriquement nié que la politique mexicaine en matière de tourisme favorisait le tourisme sexuel; au contraire elle visait à promouvoir un tourisme axé sur la découverte de la culture du Mexique, de sa nature et de son histoire. Ils ont affirmé que le Ministère n'avait été informé d'aucun cas d'exploitation sexuelle d'enfants dans le contexte du tourisme au cours des trois années écoulées, tout en reconnaissant que, si le tourisme sexuel en tant que tel n'était peut-être pas répandu dans les sites touristiques mexicains, il fallait néanmoins prendre dès maintenant des mesures pour empêcher que les enfants mexicains ne fassent l'objet d'une exploitation sexuelle par les touristes. Dans ce contexte, il a été suggéré que le Ministère du tourisme entreprenne un projet de recherche pour analyser les données disponibles sur le profil des touristes, en vue d'identifier les zones touristiques qui risquent le plus d'être le théâtre de cas d'exploitation sexuelle.

38. La Rapporteuse spéciale a appris avec plaisir que le Ministère du tourisme organisait tous les ans, en coopération avec l'UNICEF, une conférence sur le "tourisme et les enfants" axée sur le tourisme impliquant les enfants, les effets du tourisme sur les enfants et le renforcement chez les enfants de la capacité de résister au tourisme, en particulier ses effets préventifs. La Rapporteuse spéciale recommande que la prochaine conférence annuelle soit axée plus particulièrement sur les incidences du tourisme sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales au Mexique.

39. Dans le cadre de son programme spécial en faveur des femmes, des enfants et de la famille, la Commission nationale des droits de l'homme est habilitée à recevoir des plaintes faisant état de violations des droits fondamentaux dans ces domaines et mène un travail de prévention consistant notamment à réviser la législation et à faire prendre conscience des droits des enfants. A ce sujet, la Rapporteuse spéciale a été heureuse d'apprendre que la Commission nationale avait achevé récemment l'élaboration d'un projet de loi pour les 32 Etats, en vue de rendre la législation de chacun conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle engage les parlements de chaque Etat à examiner attentivement les recommandations de la Commission nationale des droits de l'homme et à coopérer avec les commissions de chaque Etat pour entreprendre une réforme des dispositions relatives aux droits des enfants.

40. La Commission nationale dispose également d'une ligne d'urgence ouverte 24 heures sur 24 aux personnes qui souhaitent dénoncer des violations des droits des enfants et elle a convoqué récemment un séminaire à l'intention des organisations non gouvernementales d'Amérique latine et d'Espagne sur les dénonciations des violations des droits fondamentaux commises contre les femmes et les enfants. De plus elle a établi des liens avec les milieux universitaires en vue de sensibiliser le personnel enseignant et les étudiants aux droits de l'enfant, de façon à créer des équipes pluridisciplinaires qui aideraient les enfants au niveau de la communauté. La Rapporteuse spéciale a également appris que, au niveau des Etats, toutes les Commissions des droits de l'homme ont des programmes, mis en oeuvre conjointement avec le DIF, portant sur les enfants des rues. Dans ce domaine, elle engage les gouvernements de chaque Etat à envisager d'inclure dans leurs programmes

un volet spécifiquement consacré à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

41. La Commission nationale a également reconnu, avec les sources d'information qui avaient porté à l'attention de la Rapporteuse spéciale des cas de brutalités policières à l'encontre des enfants des rues, qu'il s'agissait là d'un problème majeur au Mexique. Elle était également d'avis que la formation dans le domaine des droits des enfants des agents de la police de prévention comme de la police judiciaire devait être un domaine de coopération prioritaire entre la Commission nationale et le DIF. A ce sujet la Rapporteuse spéciale a indiqué que le Gouvernement mexicain pourrait envisager de solliciter l'assistance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour obtenir des manuels de formation à l'intention de la police et des services d'experts en la matière.

42. A la lumière de l'étude sur la prostitution des enfants qu'elle avait elle-même financée et qui a été évoquée plus haut, la Commission des droits de l'homme du District fédéral a avancé une proposition de réglementation de la prostitution dont l'objet est de faire en sorte que les enfants livrés à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales soient traités non comme des criminels mais comme des victimes. Il semble toutefois que certains secteurs les plus conservateurs de la société soient opposés à toute réglementation de la prostitution, qui reviendrait à leurs yeux à "cautionner" une telle pratique. La Rapporteuse spéciale salue l'initiative de la Commission des droits de l'homme du District fédéral et engage la société civile à la soutenir dans ses efforts, en vue d'éliminer la prostitution des enfants.

43. La Rapporteuse spéciale a aussi eu l'occasion de visiter la "Casa del Arbol", centre créé dans le cadre d'un projet de la Commission des droits de l'homme du District fédéral, où les enfants peuvent être informés de leurs droits et de la façon dont ils peuvent les exercer et les protéger. Elle a été très impressionnée par les méthodes d'enseignement novatrices appliquées et par le matériel didactique employé dans cette maison des enfants et elle encourage l'ouverture de centres sur le même modèle dans tous les Etats.

44. La Rapporteuse spéciale a également rencontré des représentants du Conseil national de prévention du SIDA et de lutte contre le SIDA (CONASIDA), qui est l'organe centralisateur de la lutte contre le VIH/SIDA au Ministère de la santé. Depuis 1988, le CONASIDA travaille avec six femmes prostituées dans des domaines tels que le dépistage confidentiel du virus VIH, l'information et la fourniture de préservatifs. D'après les responsables du CONASIDA, il semble toutefois que la séropositivité et le SIDA ne soient pas un problème majeur chez les femmes prostituées car au Mexique 86 % des cas d'infection par le virus ou de SIDA déclaré concernent des hommes, homosexuels ou hétérosexuels. De plus, plus de 70 % des femmes et des enfants porteurs du virus ont été infectés par des transfusions de sang contaminé effectuées dans le passé. Les responsables du CONASIDA ont indiqué que la grande mobilité des enfants des rues empêchait presque totalement les bilans de santé réguliers et que les centres de santé et d'information du CONASIDA étaient surtout fréquentés par des femmes prostituées établies plutôt que par des enfants des rues.

D. Système de justice pénale

45. Le Procureur général du District fédéral a informé la Rapporteuse spéciale qu'en 1995 son Bureau avait créé un nouveau département chargé de la prévention de la criminalité et de l'aide aux victimes et que la Direction des mineurs et les unités spécialisées se trouvaient dans ce département. La Rapporteuse a été impressionnée par la gamme étendue d'activités et d'institutions se rapportant à la défense des enfants qui relèvent du Bureau du Procureur général.

46. Le Procureur général a insisté sur l'importance d'assurer une coordination entre toutes les institutions de l'Etat afin d'assurer une protection efficace des enfants. Cette Direction des mineurs, qui relève du Bureau du Procureur, coiffe quatre unités spécialisées sur les 70 que compte la police judiciaire, qui s'occupent de toutes les affaires concernant les mineurs et les personnes frappées d'incapacité dans le District fédéral. La Rapporteuse spéciale a eu l'occasion de visiter l'une de ces unités, l'Unité spécialisée No 57, qui se consacre aux affaires des enfants des rues, en particulier les enfants abandonnés ou victimes d'exploitation ou de sévices. L'équipe de responsables de l'application de la loi de cette unité spécialisée et les représentants du ministère public enquêtent sur les atteintes sexuelles commises sur la personne de mineurs et orientent également la victime vers les services compétents.

47. L'Unité spécialisée assure également des services sociaux d'appui et une orientation vers les services compétents ainsi qu'un soutien psychologique pour les enfants victimes d'exploitation et de sévices dans la ville de Mexico. La Rapporteuse spéciale a noté avec satisfaction que le mandat des unités spécialisées, comme l'Unité No 57, dépasse le cadre de l'application de la loi traditionnelle et dispose de mécanismes beaucoup plus complets pour répondre aux problèmes rencontrés. En revanche, la Rapporteuse spéciale a été étonnée d'apprendre qu'aucun cas d'exploitation sexuelle d'enfants, à des fins commerciales ou autres, n'avait été dénoncé auprès de l'Unité spécialisée. Elle engage donc instamment les responsables de cette unité d'accorder une attention particulière aux affaires qui pourraient dissimuler une exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et de s'efforcer tout particulièrement de recueillir des données à ce sujet.

48. Le Bureau du Procureur général est également responsable d'un foyer d'hébergement temporaire (Albergue temporal) qui peut accueillir jusqu'à 150 enfants victimes de violences. Le foyer assure une protection et une aide aux enfants de moins de 12 ans victimes de violences, abandonnés ou en danger, dans le cadre d'une enquête préliminaire ou en attendant une action pénale ou civile. Les enfants sont pris en charge par des travailleurs sociaux, des médecins, des infirmières, des éducateurs et des psychologues. Ils reçoivent des repas équilibrés et apprennent à surmonter le traumatisme qu'ils ont subi jusqu'à ce qu'une autre solution, plus définitive, soit trouvée. Les enfants de 12 ans et plus sont envoyés dans d'autres centres d'hébergement ou foyers pour enfants par les travailleurs sociaux de l'Unité spécialisée.

49. L'une des critiques exprimées au sujet des programmes du Bureau du Procureur général en faveur des mineurs est que trop souvent c'est aux organisations non gouvernementales qu'il est fait appel pour assurer l'accueil

des enfants ou pour les raccompagner chez eux, parfois à l'autre bout du pays, sans le moindre appui financier. On a fait valoir que les structures publiques devraient avoir des moyens plus importants pour accueillir un plus grand nombre d'enfants et pouvoir raccompagner les enfants dans leur lieu d'origine.

50. La Rapporteuse spéciale a également appris avec inquiétude que, dans le District fédéral, des responsables de l'application de la loi, en particulier au sein de la police judiciaire, commettaient des actes de violences, même sexuelles, contre des enfants des rues ou agissaient en collusion avec des proxénètes et des entremetteurs qui exploitaient des enfants. D'après une étude, 11 % des 1 500 femmes prostituées interrogées ont déclaré que leur proxénète ou leur souteneur était un fonctionnaire de police. (Entretien avec Mme Elena Azaola, Programme en faveur des enfants des rues, Commission des Communautés européennes, Mexico, 12 novembre 1997). Le cas des enfants des rues qui vivent dans les égouts (niños de coladeras) a également été évoqué; d'après certaines informations, la police avait lancé des bombes incendiaires dans les tunnels d'égout pour forcer les enfants à sortir, puis les avait roués de coups.

51. La Rapporteuse spéciale estime que de telles actions sont condamnables car non seulement la police se rend pénalement responsable d'actes contre lesquels elle devrait précisément protéger les enfants, mais encore elle perpétue le règne de l'impunité qui accroît considérablement la vulnérabilité des enfants aux violences et à l'exploitation. La Rapporteuse spéciale a été informée d'une affaire particulière de viol et d'agression sexuelle sur la personne de trois jeunes filles des rues commis par des fonctionnaires de la police judiciaire à la gare routière Central del Norte en avril 1997. Un groupe d'organisations non gouvernementales aurait déposé une plainte auprès de la Commission des droits de l'homme du District fédéral mais aucune mesure n'aurait été prise contre les agents responsables, au moment de la visite de la Rapporteuse spéciale.

E. Organisations non gouvernementales

52. La Rapporteuse spéciale a été informée de l'existence d'un réseau, COMEXANI, qui rassemble des organisations non gouvernementales de défense des droits des enfants. Ce réseau s'occupe principalement de sensibiliser à la cause des enfants et de faire connaître les droits des enfants et les obligations contractées par le Gouvernement mexicain en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il coordonne également l'établissement du rapport des organisations non gouvernementales qui est soumis au Comité des droits de l'enfant à titre d'information supplémentaire. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale a insisté sur la nécessité de donner des renseignements plus détaillés sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans le rapport des organisations non gouvernementales. Elle a appris que le prochain rapport, qui porterait sur 1998, contiendrait beaucoup plus d'informations à ce sujet mais, ici encore, on a souligné que l'absence de données spécifiques et précises sur l'ampleur du phénomène faisait obstacle à l'information.

53. Une organisation non gouvernementale qui travaille directement dans la rue avec les enfants, Alternativa Callejera, a signalé que le Procureur général du précédent Gouvernement l'avait invitée à mettre au point un projet

axé tout particulièrement sur les enfants des rues qui traversent la frontière avec les Etats-Unis. Or, alors que des recherches avaient été achevées sur la question et qu'un projet avait été établi, le Gouvernement actuel avait refusé de poursuivre la coopération. La Rapporteuse spéciale prie instamment le Gouvernement de tirer parti des compétences des organisations non gouvernementales, en particulier dans le domaine de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et de renouer les liens de collaboration précédemment engagée.

54. Alternativa Callejera a deux foyers pour enfants dans le District fédéral, "Tlahuac" et "Xochimilco", qui peuvent accueillir 52 enfants. Les enfants vont à l'école ou apprennent un métier, suivent des cours d'expression artistique et, avec l'appui de l'Université, peuvent suivre des cours d'initiation à l'informatique. Des thérapeutes peuvent venir s'occuper des enfants victimes de violences sexuelles. Alternativa Callejera travaille également avec les familles des enfants, si l'enfant le souhaite, afin de voir dans quelles conditions l'enfant peut retourner chez lui.

55. Une autre organisation non gouvernementale, Fundación Renacimiento, travaille avec 250 enfants des rues de Mexico et peut accueillir 70 garçons dans un foyer appelé "Casa Ecuador". En coopération avec l'UNESCO, cette association organise des manifestations culturelles et sportives pour les enfants et elle a aussi avancé une proposition tendant à ce que des professionnels des services sociaux et de l'action humanitaire qui ont déjà travaillé avec des organisations non gouvernementales aient le rôle de "tuteurs sociaux" ou de conseillers pour les personnes qui s'occupent d'enfants, y compris les agents des organismes gouvernementaux responsables d'enfants.

56. Une autre organisation non gouvernementale, la Brigada Callejera, est née de la nécessité de protéger les femmes et les filles prostituées contre le risque de contamination par le virus du SIDA. La Brigada a, entre autres initiatives, créé un espace communautaire appelé "Cuadrante de Soledad" qui assure des services d'appui, notamment en matière de santé, concernant le SIDA et peut également orienter les femmes vers d'autres organisations. La Brigada a également une cantine (comedor popular) qui distribue des repas aux femmes et aux mineures prostituées ainsi qu'aux enfants.

57. L'étude menée à bien par l'organisation non gouvernementale Espaces pour le développement intégral (EDIAC) à La Merced a donné naissance à un projet d'assistance générale aux filles en situation de risque dans le quartier de La Merced. L'organisation EDIAC a créé des "clubs sociaux" à l'intention des filles qui travaillent principalement dans des bars et dans des loncherías du quartier du marché et qui risquent d'être exploitées par leur patron et par les clients; elles y reçoivent des conseils leur permettant d'avoir un plus grand respect de soi et de protéger leur intégrité personnelle. EDIAC prévoit aussi d'ouvrir un centre de documentation qui informera sur les dangers de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

58. L'organisation non gouvernementale appelée Educación con el Niño de la Calle (EDNICA) met en oeuvre un programme d'intervention au niveau communautaire; elle travaille pendant cinq ans avec une communauté pour l'aider à se doter des moyens de résoudre les problèmes liés à la situation

des enfants des rues, jusqu'à ce que la communauté devienne autonome. EDNICA est convaincue que toutes les organisations non gouvernementales et les groupes d'appui qui travaillent avec des enfants des rues devraient passer par la communauté avec laquelle l'enfant a choisi de s'identifier. Dans le quartier de la station de métro Observatorio à Mexico, avant qu'EDNICA ne lance son projet pilote, sept organisations travaillaient avec les enfants des rues. EDNICA s'efforce de veiller à ce que l'enfant bénéficie des mêmes services qu'auparavant, mais à partir d'une structure communautaire qui peut assurer un appui à long terme. La Rapporteuse spéciale estime que cette initiative de coopération conjointe est particulièrement importante pour tirer un parti optimum des ressources et rationaliser leur utilisation.

II. EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES DANS UNE REGION PORTUAIRE INDUSTRIALISEE :

JALAPA ET PUERTO DE VERACRUZ

A. Causes et caractéristiques

59. L'Etat de Veracruz, dont la capitale est Jalapa, compte 7 millions d'habitants répartis dans 210 districts, dont 120 dans des régions isolées, rurales et marginalisées. Les autres, dans l'hinterland de Veracruz, sont industrialisés. En outre, cet Etat compte 17 000 localités ou communautés dont six à Jalapa. La proportion de populations autochtones y est également très élevée, avec dix langues et régions ethniques.

60. Selon le DIF de l'Etat de Veracruz, 2 000 enfants des rues sont enregistrés auprès de cet organisme. La plupart d'entre eux sont originaires de ce même Etat. Sur ce nombre, environ 350 vivent toujours dans la rue, dont 110 à 120 dans celles de Jalapa. D'après ses propres observations sur le terrain et compte tenu des caractéristiques économiques et sociales de cet Etat, la Rapporteuse spéciale craint que ce chiffre ne soit fortement sous-estimé. Le DIF a lui-même admis qu'environ 30 % des enfants des rues de l'Etat de Veracruz n'étaient pas enregistrés.

61. La Rapporteuse spéciale a appris qu'il n'existait ni données ni statistiques sur l'étendue de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans l'Etat de Veracruz alors qu'il lui a été signalé, ce qu'elle a pu vérifier par elle-même, que la prostitution d'enfants existait dans les rues de Veracruz, surtout autour de la place centrale, le "Portales de Veracruz", où la clientèle des cafés et des restaurants est essentiellement touristique. En outre, dans le quartier du port, on peut voir des enfants qui offrent leurs services ou vendent des souvenirs et des drogues, en particulier aux marins et gens de la mer. C'est notamment au moment des vacances, comme en été et lors du carnaval, que les enfants des rues se concentrent dans ce quartier en grand nombre pour tenter de gagner quelque argent. Il apparaît que l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales soit plus organisée et mieux ancrée à Veracruz qu'à Jalapa.

62. La population de Jalapa, capitale de l'Etat de Veracruz, est estimée à 450 000 habitants. Les fonctionnaires du DIF conviennent qu'il ne devrait pas y avoir de difficulté majeure à empêcher l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans une ville de cette taille mais, en raison de la progression constante de la population migrante, ou "population

flottante", la société de Jalapa et des quartiers périphériques peine à s'assimiler. Souvent, les enfants de familles migrantes ne fréquentent pas l'école et les relations familiales sont marquées par la violence et les tensions imputables aux conditions et à l'environnement nouveaux. Ces facteurs contribuent naturellement à grossir les rangs des enfants qui abandonnent l'école, fuguent et vivent dans la rue. Les fonctionnaires ont constaté que l'on pouvait rencontrer des enfants se livrant à la prostitution dans les quartiers périphériques de Jalapa, à la jonction de la ville et de la campagne, et dans le Parque Juarez, au centre de la ville. Il a également été fait état d'activités suspectes mais non documentées dans des établissements privés et des maisons particulières.

B. Cadre juridique

63. Selon les articles 229 à 232 du chapitre XI (Atteintes à la moralité publique) du Code pénal, la corruption de mineurs est passible d'un mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende pouvant s'élever à 150 jours de salaire. L'exploitation de la prostitution de mineurs est visée dans les articles 233 et 235 du chapitre XI. Elle est passible de six mois à 11 ans d'emprisonnement et d'une amende pouvant atteindre 280 jours de salaire.

C. Programmes gouvernementaux

64. Au niveau de l'Etat, dans le cadre du DIF, c'est au Bureau du Procureur général à la défense des mineurs, de la famille et des autochtones qu'incombe au premier chef de traiter, au pénal comme au civil, le cas des enfants abandonnés, brutalisés et maltraités. Il appartient, entre autres, au Procureur général à la défense des mineurs de porter plainte, au nom des enfants victimes de violences sexuelles, auprès du Procureur général de l'Etat par le biais de l'Unité spécialisée dans les agressions sexuelles et les atteintes à la famille. Il est également responsable d'un foyer pour enfants.

65. Par l'intermédiaire du DIF, l'Etat s'efforce d'établir un partenariat plus équilibré avec les organisations non gouvernementales afin de collaborer efficacement en faveur des droits de l'enfant. Dans ce domaine, le DIF dispose notamment du Programme en faveur des mineurs en situation particulièrement difficile (MECED). Appuyé par l'UNICEF, ce programme a pour but de répondre aux besoins fondamentaux, comme la nourriture, l'habillement et les soins de santé, des enfants en situation de pauvreté ou vivant dans la rue. Dans les 210 quartiers de migrants de Jalapa, qui comptent chacun entre 150 et 200 familles, la précarité socio-économique, caractérisée notamment par une misère prononcée, le chômage, l'habitat anarchique et l'absence d'infrastructures, rend les enfants plus vulnérables à l'exploitation. Les fonctionnaires du DIF estiment que, faute de ressources, le MECED ne s'attache pas en priorité aux enfants victimes d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales. Dans le même temps, ils observent que les formes "plus traditionnelles" de main-d'oeuvre enfantine sont jugées poser bien plus de problèmes à l'Etat que la prostitution d'enfants, situation imputable au fait que ce sont généralement des familles qui migrent et non des enfants isolés.

66. La Rapporteuse spéciale s'inquiète de ce que le DIF n'aurait pas réussi à établir des relations de travail efficaces et mutuellement bénéfiques avec un large éventail d'organisations non gouvernementales dans l'Etat

de Veracruz, mais seulement avec certaines. Elle considère qu'il s'agit là d'un domaine important où le DIF doit faire preuve de dynamisme pour assurer qu'un plus grand nombre d'organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'enfant participent à une action engagée à l'échelle de l'Etat.

67. La Commission des droits de l'homme de l'Etat de Veracruz, par l'intermédiaire de sa section chargée des questions relatives aux jeunes, aux enfants, aux personnes âgées et aux infirmes, reçoit les plaintes faisant état de violations des droits de l'enfant, suit le traitement des mineurs dans le système de justice pénale et, à l'intention des enfants, anime un programme éducatif en matière de droits de l'homme par le biais de groupes de discussion et d'activités créatives. Lors de ses entretiens avec la Commission, la Rapporteuse spéciale s'est déclarée préoccupée par le fait que la question de l'exploitation sexuelle des enfants, à des fins commerciales ou autres, ne semble pas être un domaine où la Commission intervienne. Elle a souligné qu'il était important que la Commission reconnaisse l'existence du problème de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales dans l'Etat de Veracruz, mène des recherches pour déterminer son ampleur et définisse des stratégies pour lutter contre ce phénomène.

D. Système de justice pénale

68. La Rapporteuse spéciale s'est rendue auprès des Unités spécialisées dans les agressions sexuelles et les atteintes à la famille de Jalapa et de Veracruz. Elles dépendent du Procureur général de l'Etat et, pour tenter d'optimiser les enquêtes criminelles par une action pluridisciplinaire, fournissent aux victimes de ces agressions et atteintes une assistance intégrale et méthodique. Il leur incombe de recevoir les plaintes de ces victimes, de faire enquête et de fournir une aide psychosociale. Toutefois, depuis leur création il y a plus de sept ans, aucune n'a été saisie de cas d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Même s'ils ne disposaient d'aucune donnée sur la question, les responsables de ces unités avaient conscience de l'existence de la prostitution d'enfants aussi bien à Jalapa qu'à Veracruz. Ils ont fait observer que leurs enquêteurs ne pouvaient chercher à déceler activement de tels cas car ils avaient pour seul mandat d'enquêter sur les plaintes dont ils étaient saisis.

69. Lors des entretiens avec la Rapporteuse spéciale, il a été convenu que l'une des premières mesures à prendre devrait consister à sensibiliser la communauté au dépistage et à la dénonciation des cas d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Pour mieux faire prendre conscience du phénomène il faudrait aussi expliquer ce qui, dans ce domaine, constitue un comportement délictuel. Il a été décidé que la section des services communautaires du Bureau du Procureur général de l'Etat et le Département de l'éducation et de la famille étaient les partenaires les mieux à même de prendre de telles initiatives.

70. La Rapporteuse spéciale a été heureuse d'apprendre que tous les fonctionnaires des Unités spécialisées recevaient une formation spécifique leur permettant d'enquêter sur les violences contre les enfants et d'élaborer des stratégies d'intervention en cas de crise. Il a aussi été souligné que dans toutes les affaires pénales portant sur des enfants, les responsables

de l'ordre public étaient tenus de demander à un fonctionnaire de l'Unité spécialisée de s'occuper des jeunes victimes. Lorsque l'une d'elles est reçue par le fonctionnaire habilité et que sa déposition a été consignée par une secrétaire du service juridique, elle est examinée par un médecin légiste et est ensuite confiée aux soins du psychologue de service. Une assistante sociale dresse le profil victimologique de la victime et de l'agresseur afin de réunir des statistiques qui constitueront la base des stratégies de prévention contre les agressions sexuelles et les atteintes à la famille. Si l'enfant a besoin de protection, l'Unité spécialisée contacte le DIF afin qu'il soit placé provisoirement dans un centre d'accueil. Si les conclusions de l'examen le justifient, l'enfant peut être confié au Centre d'aide aux victimes, qui relève du Bureau du Procureur général de l'Etat et intervient en faveur des victimes d'agressions sexuelles ou d'autres violences dans quatre domaines : assistance sociale, assistance médicale, y compris l'intervention d'un psychologue; aide juridique, y compris le suivi concret de la victime lors des procédures judiciaires; et liaison institutionnelle, niveau auquel d'autres organismes peuvent être saisis.

71. Lors de discussions avec les fonctionnaires de l'Unité spécialisée de Veracruz, la Rapporteuse spéciale a été frappée par l'absence de prise de conscience du problème de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales dans cette ville. A l'occasion d'une visite nocturne dans le centre et le quartier du port, elle a pu observer des enfants qui se livraient ostensiblement à la prostitution dans la rue et les cafés. Elle juge donc important que même s'il n'existe pas de données sur l'ampleur du phénomène et si l'Unité spécialisée n'a été saisie d'aucune demande d'enquête, il faut élaborer et appliquer des stratégies pour sensibiliser la société à ce problème et encourager la dénonciation des situations où il pourrait y avoir exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

E. Organisations non gouvernementales

72. Le Conseil de l'enfance de l'Etat de Veracruz réunit 14 organisations gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'enfant. Toutes les professions sont représentées (psychologues, médecins, avocats, travailleurs sociaux et anthropologues) et il bénéficie du soutien total du DIF de l'Etat. L'un de ses programmes a pour but de définir des règles normatives et une méthodologie pour la protection et la défense des enfants, y compris sous forme d'un projet de révision de la législation sur l'enfance, fondé sur la Convention relative aux droits de l'enfant.

73. Les représentants de MATRACA, organisation non gouvernementale qui s'intéresse aux enfants des rues de l'Etat de Veracruz depuis plus de sept ans, ont déclaré que l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales existait certes à Jalapa mais qu'il était difficile de l'exposer. A leur connaissance il n'existait pas de proxénétisme organisé. MATRACA a toutefois signalé que les jeunes filles des quartiers périphériques de Jalapa étaient de plus en plus nombreuses dans la rue. Il était urgent que le DIF, en coopération avec les organisations non gouvernementales, s'intéresse à la question. MATRACA organise aussi un programme adapté aux besoins des femmes et des enfants autochtones du nord de l'Etat de Veracruz. Les représentants de cette organisation ont souligné que les enfants autochtones étaient souvent

particulièrement vulnérables à la marginalisation économique et sociale et, partant, à l'exploitation et à la vie dans les rues.

74. Alternativa Callejera a mis au point une méthode spécifique lui permettant d'atteindre les enfants des rues qui, dans leur propre milieu, sont connus sous le nom de "citoyens de la rue". Cette méthode fait appel à tous les acteurs présents dans la rue comme les chauffeurs de taxi, les prostituées, les marchands de fleurs, les policiers et les musiciens locaux (ou "mariachis") qui sont en contact quotidien avec les enfants des rues. Après avoir évalué la "situation particulière d'une rue", Alternativa Callejera prend contact avec les acteurs les plus appropriés et leur expose et fait comprendre les besoins des enfants qui les entourent, créant ainsi une "identité de classe". D'ordinaire, l'un des groupes les plus réceptifs est celui des paysannes qui vendent des épis de maïs aux coins de rue. Alternativa Callejera demande à ces femmes et à d'autres acteurs de surveiller, d'étudier et de contacter les enfants des rues présents dans leur secteur afin d'établir avec eux des relations d'ordre affectif. Alors, il est possible aux éducateurs de terrain d'intervenir et d'établir un dialogue avec les enfants pour les rendre plus réceptifs au soutien offert par les organisations non gouvernementales. Le principe qui préside à la méthode mise au point par Alternativa Callejera est fondé sur la constatation que les organisations non gouvernementales et les éducateurs qui travaillent sur le terrain avec les enfants des rues sont considérés comme des "étrangers" par le peuple de la rue. Toutefois, lorsque des personnes elles-mêmes présentes dans la rue apportent leur concours aux programmes d'aide aux enfants des rues, les soupçons s'atténuent et le travail portera ses fruits à plus long terme.

III. L'IMPACT DU TOURISME SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES : CANCUN, QUINTANA ROO

A. Causes et caractéristiques

75. L'Etat de Quintana Roo s'étend sur la péninsule du Yucatán, de Cancún, centre touristique, au nord, à Chetumal, la capitale, au sud, à la frontière avec le Bélice. Environ 2,5 millions de touristes se rendent chaque année dans le Quintana Roo. Cancún compte 450 000 habitants et sa population progresse de 30 000 habitants (soit 17 %) par an alors que la population de Chetumal, 250 000 habitants, est relativement stable. C'est la zone touristique du nord, en particulier à Cancún, qui regroupe la majeure partie des enfants des rues.

76. Selon le Ministère du tourisme, 82 % des touristes de Cancún proviennent d'Amérique du Nord, contre 10 % de pays d'Amérique latine et 8 % d'Europe. Les principaux attraits touristiques sont les plages et la richesse culturelle du Yucatán. En outre, le touriste type vient en famille ou en couple, le plus souvent en voyage de noces, sans compter des groupes mixtes d'étudiants d'Amérique du Nord. L'absence de voyageurs solitaires et de groupes de touristes d'un seul sexe peut constituer un bon indicateur du caractère encore marginal de l'exploitation sexuelle des enfants locaux.

77. Déterminant dans la situation des enfants à Cancún est le fait que la ville est née il y a 25 ans seulement et s'est bâtie à partir d'un projet d'urbanisme mûrement réfléchi qui permet de contrôler beaucoup plus facilement la qualité de la vie dans la rue, les apports migratoires et autres facteurs

qui favorisent généralement l'exploitation des enfants. Tout autre est, par exemple le cas d'Acapulco, ville touristique mais traditionnelle, dont le développement anarchique des infrastructures a permis un renforcement de la présence d'enfants des rues et de lieux d'exploitation, hors de tout contrôle effectif.

78. La Rapporteuse spéciale a pu observer que dans certains quartiers ouvriers de Cancún, comme Crucero, les enfants des rues se retrouvaient pour vendre des glaces, du chewing-gum et des sucreries et qu'ils étaient plus exposés aux dangers de la vie dans les rues. Dans ces mêmes quartiers, des jeunes filles travaillent comme serveuses dans des loncherías, des cafés et des bars miteux où dans la plupart des cas elles sont tenues d'offrir leurs charmes aux clients. Les quartiers de la périphérie de Cancún comme par exemple les îlots Nos 44, 45, 67, 71 et 72 sont d'autres zones où les enfants sont poussés à vivre dans la rue et deviennent donc plus vulnérables à l'exploitation.

79. La Rapporteuse spéciale a aussi été informée que les enfants des rues se concentraient dans certains des centres commerciaux luxueux ou des galeries marchandes en plein air fréquentées par les riches touristes de Cancún. Il lui a été signalé que des enfants des rues négociaient leurs baisers pour un dollar devant une boîte de nuit bien connue de Cancún, ce qui pourrait sembler de prime abord innocent mais peut aisément déboucher sur une situation d'exploitation en y mettant le prix.

80. Des femmes et des jeunes filles se livrent également à la prostitution dans les boîtes de nuit les plus huppées de Cancún ainsi que le long de la principale route quittant Cancún, par exemple au "kilómetro 21". Il semble toutefois qu'il s'agisse principalement de mineures relativement âgées ou de femmes ayant plus de 18 ans.

81. La Rapporteuse spéciale s'inquiète également des informations selon lesquelles l'année 1996 aurait connu une augmentation de 153 % des cas de violences sexuelles ou de viols à l'encontre de mineurs. Dans le même temps, la violence au sein des familles aurait puissamment poussé des enfants à abandonner leur foyer et vivre dans la rue.

B. Cadre juridique

82. L'article 139 du chapitre V (Atteintes à la moralité publique) du Code pénal de l'Etat de Quintana Roo dispose que la corruption de mineurs est passible d'une peine de 3 mois à 10 ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 20 000 dollars des Etats-Unis. L'article 140 rend l'exploitation ou la prostitution des mineurs passible d'une peine de 2 à 5 ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 10 000 dollars des Etats-Unis.

C. Programmes gouvernementaux

83. Le Bureau du procureur à la défense des mineurs du DIF a participé à la révision des lois de l'Etat applicables aux enfants, notamment en vue d'alourdir, à titre dissuasif, les peines dont sont passibles les parents qui exercent des violences contre leurs enfants. A Cancún, le DIF de la municipalité inscrit les enfants ayant besoin d'assistance dans un centre

d'accueil temporaire (casa filtro) où il est également possible de subir un examen médical, d'obtenir un soutien psychologique, des conseils et un avis juridique; la durée moyenne du séjour des enfants est de 10 jours après quoi ils regagnent leur famille ou sont envoyés à Chetumal dans un foyer pour enfants. Le DIF de l'Etat gère à Chetumal un foyer appelé "Ciudad de la niños" qui peut accueillir 100 enfants devant séjourner pendant un certain temps. Les fonctionnaires du DIF soulignent toutefois que l'objectif à long terme est toujours de préparer les enfants à rejoindre leur famille ou d'autres parents, à condition que cela soit possible. De 1990 à 1996, 2 084 enfants ont été accueillis dans ce foyer.

84. A Cancún, la branche municipale du DIF a créé un parc où peuvent quotidiennement jouer 1 200 enfants. Cet espace vert surveillé comporte de nombreuses installations sportives et récréatives. Il est géré par un groupe de jeunes infirmes dont les efforts sont récompensés par un modeste salaire. La Rapporteuse spéciale a été très impressionnée par le sentiment d'amitié et de sécurité qui y prévalait et elle espère que cette initiative sera reprise dans les villes et districts où les enfants sont livrés à eux-mêmes et ne connaissent pas l'enfance et ses joies. Ces parcs pourraient aussi servir à gagner la confiance des enfants des rues et, grâce à une surveillance discrète, il serait possible de diriger ceux qui en ont le plus besoin vers les programmes d'assistance appropriés.

85. Un autre programme destiné aux enfants des rues a pour but de leur dispenser un enseignement par le biais "d'écoles ouvertes", dont le programme et les horaires sont bien plus souples et moins dirigistes que dans les écoles classiques. Il faut rendre hommage à cette initiative qui offre une solution de compromis suffisamment réaliste pour admettre que les enfants des rues ont besoin de gagner leur vie.

86. Par rapport aux entretiens très ouverts qu'elle a eus avec les fonctionnaires dynamiques et compétents du DIF, la Rapporteuse spéciale a été déçue de l'attitude plutôt défensive de la représentante du Département du tourisme qui a nié l'existence ou la possibilité d'un tourisme sexuel à Cancún; son analyse de la situation était fondée sur le profil des touristes se rendant à Cancún. La Rapporteuse spéciale aimerait toutefois faire valoir aux responsables du tourisme que c'est dès aujourd'hui, alors que le problème de l'exploitation sexuelle commerciale ne semble pas encore ancré qu'il leur faut appliquer des stratégies de prévention et de sensibilisation pour que le phénomène ne prenne des proportions semblables à celles que connaît un lieu touristique comme, par exemple, Acapulco.

87. La Rapporteuse spéciale a fait aussi valoir que lors de son séjour aux Etats-Unis d'Amérique, en décembre 1996, elle avait eu connaissance de l'existence d'agences de voyage disposées à organiser des séjours au Mexique pour des hommes dont le seul but était d'avoir des relations sexuelles avec des mineures. La Rapporteuse spéciale admet que les activités des agences de voyage américaines ne relèvent pas du Gouvernement mexicain mais, étant donné que le problème est commun, elle invite instamment les deux Gouvernements à coopérer efficacement pour mettre fin à ce type d'activités.

88. Les responsables du tourisme ont cependant déclaré avoir mené des campagnes d'information à l'occasion des vacances de printemps des universités américaines. Il a été rappelé aux hôteliers, restaurateurs et propriétaires de bars et de boîtes de nuit qu'ils ne devaient pas servir d'alcool aux mineurs. Les groupes de jeunes étudiants venant passer leurs vacances de printemps au Mexique ont été priés de respecter la réglementation locale et de se conduire avec retenue.

89. Une autre initiative à l'actif des responsables du tourisme de Cancún porte sur le projet de réimplantation à l'extérieur de la ville dans une zone réservée appelée "zona roja" de bars et de restaurants jugés être potentiellement à "risque". Ce projet a pour objectif d'assurer que les activités illicites susceptibles d'avoir lieu dans les établissements de ce quartier chaud puissent être plus facilement contrôlées par la police, en vue d'identifier les risques possibles.

D. Système de justice pénale

90. La branche municipale du DIF à Cancún a déclaré avoir de bonnes relations de travail avec les forces de l'ordre locales en ce qui concerne les affaires touchant les enfants des rues. Les fonctionnaires du DIF dispensent aussi aux policiers une formation sur la "culture des rues" afin qu'ils comprennent mieux ce qu'est la vie dans la rue, y compris la plus grande vulnérabilité des enfants qui connaissent cette situation.

91. La Rapporteuse spéciale regrette toutefois que le Directeur de la sécurité publique, responsable de la police de prévention criminelle, ait soutenu que le problème de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants n'existait pas puisque aucun cas n'avait été signalé à la police de Cancún. Selon lui, ceux qui se livraient à la prostitution et opéraient dans les boîtes de strip-tease avaient plus de 18 ans. Il a toutefois reconnu qu'il existait des cas isolés de violence sexuelle à l'encontre de mineurs dans des bars ou des boîtes de nuit. En pareil cas et si les patrouilles de police apprenaient qu'un mineur était impliqué dans l'affaire, les fonctionnaires du DIF étaient immédiatement alertés. La Rapporteuse spéciale s'inquiète de cette attitude qui montre que les forces de l'ordre ne regardent pas la situation en face, d'autant que les fonctionnaires du DIF ont eux signalé que leurs hommes sur le terrain avaient découvert que des groupes de mineurs travaillaient dans des bars à strip-tease et autres boîtes.

92. Certaines organisations non gouvernementales avec lesquelles la Rapporteuse spéciale a eu des entretiens ont critiqué assez vigoureusement le système de justice pénale qui faisait montre de négligence envers les enfants. Par ailleurs les agressions sexuelles contre des mineurs n'étaient pas jugées constituer un délit grave et la loi n'avait pas à ce sujet toute la rigueur voulue.

E. Organisations non gouvernementales

93. La Rapporteuse spéciale a eu avec diverses organisations non gouvernementales de Cancún des entretiens organisés par le Conseil des ONG de l'Etat de Quintana Roo. Tous les participants sont convenus que l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales existait certainement à Cancún,

même si elle n'était pas systématique. A leur avis les principaux obstacles à une action efficace tenaient à l'absence d'une législation protégeant adéquatement les enfants de l'exploitation ainsi qu'à l'absence de données et de statistiques sur l'étendue de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Ils ont jugé que la violence du milieu familial et les agressions sexuelles exercées contre les enfants au sein des familles constituaient à Cancún un problème plus important que la prostitution des enfants ou la pornographie mettant en scène des enfants.

94. La Rapporteuse spéciale a toutefois été particulièrement heureuse de voir que, lors de cette réunion, les participants avaient admis qu'il était souhaitable de renforcer la coopération entre les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'enfant. Un intervenant, qui travaillait dans un hôpital local, s'est proposé d'alerter les organisations pertinentes afin de prendre contact avec les enfants victimes de violences conduits à l'hôpital. Un autre, de l'Université La Salle, s'est proposé d'engager des recherches universitaires sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales à Cancún, recherches qui permettraient de fonder l'élaboration de stratégies pour l'action des organisations non gouvernementales. La Rapporteuse spéciale espère que ces idées constructives, dégagées lors de la réunion avec le Conseil, ont déjà été suivies d'effet et elle aimerait être avisée des progrès accomplis.

IV. EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS A DES FINS COMMERCIALES DANS LES ZONES FRONTALIERES : CIUDAD JUAREZ ET TIJUANA

A. Causes et caractéristiques

95. Comme le Ministre des affaires étrangères l'a souligné, la frontière entre les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique est unique en son genre. Elle s'étend sur 3 000 kilomètres et constitue l'une des frontières les plus longues au monde entre un pays industrialisé et un pays en développement. On estime que 300 millions de personnes par an traversent cette frontière et que 160 à 170 milliards de dollars des Etats-Unis d'échanges commerciaux bilatéraux par des moyens de transport de surface se font par ici. Une autre caractéristique unique est l'existence de "villes jumelles" le long de la frontière où, par exemple, El Paso, au Texas, est opposé à Ciudad Juárez, au Chihuahua, et San Diego en Californie fait pendant à Tijuana en Basse Californie. Il est intéressant de noter que si la ville frontière américaine est toujours la plus riche, son homologue mexicaine est presque toujours la plus étendue et la plus peuplée. Ces "villes jumelles" vivent littéralement l'une de l'autre, et il est inévitable que des mécanismes de liaison transfrontières intensifs doivent être mis au point pour lutter contre la criminalité, la violence, la contrebande de drogue et le franchissement des frontières par des immigrants clandestins. Le Ministre des affaires étrangères a aussi fait observer que le passage illicite de la frontière par des enfants avait été reconnu comme une cause de problèmes pour les autorités des deux pays. La coopération concernant en particulier le trafic et la vente d'enfants pour la prostitution et la pornographie n'est toutefois pas encore suffisamment développée.

96. Ciudad Juárez, cinquième ville du Mexique, fait partie d'une région très industrialisée dont la croissance démographique atteint deux fois le taux national; elle attire de nombreux migrants de tout le Mexique, à la recherche d'un emploi ou de possibilités de passer aux Etats-Unis d'Amérique. Comme cela a déjà été indiqué, les familles migrantes sont exposées à la désagrégation familiale, à la violence, à l'abus des drogues, ainsi qu'à d'autres facteurs d'insécurité suscités par le changement de milieu et le déracinement de leur lieu d'origine. Les enfants dont les parents travaillent restent souvent sans surveillance, abandonnés et deviennent la proie facile de la rue, y compris des bandes organisées, de la petite délinquance, du vagabondage et de la drogue. Dans la seule ville de Ciudad Juárez, il existe plus de 400 bandes organisées qui se disputent le trottoir en recourant à la violence, font intervenir de nombreux enfants des rues et les utilisent même pour des trafics d'armes et de drogue. La ville se trouve donc confrontée à de nombreux cas de délinquance juvénile portant essentiellement sur des abus d'alcool et de drogue ainsi que des agressions. On trouve aussi des enfants dans la prostitution, principalement dans les bars, les restaurants et les boîtes de nuit mais, là encore, on ne dispose pas de chiffres permettant d'avoir une idée de leur nombre. On estime toutefois à 4 000 environ le nombre d'enfants des rues à Ciudad Juárez.

97. Contrairement à Ciudad Juárez, les principaux attraits de Tijuana, d'après le Ministère du tourisme, sont les boissons et la nourriture bon marché, tandis que l'alcool et le sexe attirent une certaine catégorie de touristes. La plupart d'entre eux viennent de l'autre côté de la frontière, souvent pour passer la journée ou même la soirée, dépenser tout leur argent et prendre autant de bon temps que possible pendant leur bref séjour. Le profil du touriste varie aussi considérablement de celui, par exemple, de Cancún, dans la mesure où le groupe de visiteurs le plus important est constitué de personnes voyageant seules ainsi que de groupes du même sexe. Outre un afflux ininterrompu de touristes, Tijuana a aussi une importante population migrante venue de l'intérieur du pays et de migrants déportés des Etats-Unis. Il y a environ 8 000 enfants des rues. Il n'est donc pas surprenant que Tijuana ait à résoudre de graves problèmes dus à la présence manifeste d'une exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

98. Les mineurs migrants qui franchissent la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique à la recherche d'aventure ou de travail sont particulièrement exposés à une exploitation sexuelle : ils ont entre 7 et 17 ans, en majorité de 12 à 14 ans; la plupart traversent les frontières clandestinement, parfois simplement en passant très vite devant les gardes frontière, et le plus souvent volontairement. Des enfants reçoivent aussi une aide pour passer la frontière de la part de coyotes ou de polleros (marchands de poulets), des personnes qui attendent sur les ponts internationaux du côté mexicain, proposant de faire traverser quiconque est disposé à payer une vingtaine de dollars des Etats-Unis. Les polleros utilisent le plus souvent des méthodes de passage illicites par les fleuves, en voiture ou en payant d'autres groupes qui traversent légalement afin qu'ils les acceptent parmi eux. La Rapporteuse spéciale a aussi été informée que des enfants des rues, garçons et filles, ont été observés alors qu'ils attendaient au bord des routes, aux abords de la frontière, du côté mexicain, proposant des services sexuels et de la drogue à tous les intéressés.

99. Sur la frontière entre Tijuana et San Diego, il avait été signalé que beaucoup d'enfants des rues mexicains traversaient la frontière pour se regrouper dans le Balboa Park, à San Diego, où des Américains venaient acheter des services sexuels. C'était le cas en particulier d'un jeune mexicain de 14 ans qui avait subi des sévices sexuels, avait été violé par un Américain et avait été traduit devant le tribunal pour enfants de San Diego; son cas avait permis de découvrir un réseau de personnes qui attiraient les enfants des rues se trouvant dans ce parc pour les entraîner dans la prostitution et la pornographie. L'enquête sur le cas d'un autre enfant des rues mexicain surnommé "El Ardillo" (l'écureuil), accusé, avec un autre garçon, d'avoir tué un Américain qui les avait payés en de nombreuses occasions pour des services sexuels, a révélé dans quelles proportions les enfants des rues du Balboa Park étaient maltraités et exploités par des pédophiles. On a estimé que ces services sexuels rapportaient de 10 dollars pour un garçon "habitué" à 100 dollars pour des garçons plus jeunes moins expérimentés.

100. Toujours à Tijuana, la Rapporteuse spéciale a reçu des communications selon lesquelles il y avait eu des cas où des enfants de familles migrantes ou des enfants des rues avaient été enlevés par des étrangers dans le but de leur faire franchir clandestinement la frontière pour les livrer à la prostitution. Dans un autre cas, la patrouille de sécurité spécialisée dans la protection des migrants ("police BETA", voir aussi par. 113) avait découvert un réseau criminel organisé qui, à partir d'un hôtel de Tijuana, participait à un trafic d'enfants passant clandestinement la frontière à San Diego avec l'aide d'une pollera. La Rapporteuse spéciale a aussi entendu des allégations selon lesquelles des polleros auraient exploité des maisons de prostitution à Tijuana dans lesquelles ils attiraient des enfants des rues et des migrants mineurs n'ayant personne vers qui se tourner, pour les obliger à fournir des services sexuels.

B. Cadre juridique

101. Les articles 175 à 178 du chapitre VI du Code pénal de l'Etat de Chihuahua (atteinte à la morale publique) prescrivent de six mois à sept ans de prison pour la corruption de mineurs, et une amende de 10 à 90 jours de salaire. Les articles 179 et 180, qui interdisent l'exploitation de la prostitution des mineurs, prescrivent de deux à huit ans de prison et une amende de 30 à 70 jours de salaire.

102. Les articles 167 à 170 du chapitre V du Code pénal de l'Etat de Basse Californie (atteinte à la morale publique et aux bonnes moeurs), punissent la corruption des mineurs, d'une peine de 30 jours à 20 ans de prison assortie d'une amende de un à 50 000 dollars des Etats-Unis. Les articles 171 à 173 du même chapitre prescrivent une peine de prison de un à dix ans assortie d'une amende de 500 à 20 000 dollars des Etats-Unis l'exploitation de la prostitution des enfants.

C. Programmes gouvernementaux

103. Le Procureur d'Etat à la défense des mineurs, DIF municipal de Ciudad Juárez avait, en octobre 1997, enregistré 152 plaintes pour divers types de sévices, abandons ou mauvais traitements d'enfants dont 17 étaient des cas d'exploitation sexuelle. La majorité des cas sont considérés comme étant dus

à un abandon ou une "privation de soins" de la part des parents, commis principalement par les mères qui assurent seules la responsabilité d'un foyer. Il est frappant que dans sept cas seulement sur 152, l'agresseur ne soit pas connu de la victime, ce qui laisse à penser que la plupart des auteurs de sévices sont des membres de la famille. Il a été souligné que l'abandon parental, en particulier pendant les vacances scolaires, était considéré comme un problème de plus en plus grave qui pouvait représenter un danger potentiel en matière d'augmentation du nombre d'enfants des rues.

104. Au cours d'entretiens avec la Rapporteuse spéciale, des fonctionnaires du DIF municipal ont déclaré que celui-ci s'efforçait d'augmenter le nombre de logis à Ciudad Juárez, notamment pour les migrants mineurs et les enfants des rues. Au moment où la Rapporteuse spéciale s'y est rendue, il n'existait qu'un centre d'hébergement pour les enfants ("Centro de Atención a Menores Fronterizos"), administré par le DIF et un autre par le service du Procureur d'Etat qui, tous deux, apportent une aide conjointe aux enfants des rues et aux migrants mineurs. Le Centre DIF propose une école primaire et secondaire pour les enfants, des stages créatifs et professionnels, une assistance psychologique ainsi qu'une école des parents. Les enfants des rues sont informés des services qui sont mis à leur disposition par les éducateurs des rues afin qu'ils cherchent volontairement le Centre DIF.

105. La Rapporteuse spéciale a aussi été informée de ce que les enfants et les femmes enceintes ne pouvaient être autorisés à retourner au Mexique que de 8 heures à 18 heures afin que les autorités compétentes et les services d'appui nécessaires soient disponibles à leur retour.

106. Le DIF municipal de Tijuana avait entamé son programme MECED pour les enfants qui sont dans une situation particulièrement difficile deux mois seulement avant la visite de la Rapporteuse spéciale et semblait avoir déjà réussi à établir des contacts avec plusieurs organisations non gouvernementales travaillant avec les enfants des rues et les migrants mineurs de Tijuana. Les travailleurs des rues du programme MECED avaient aussi déjà établi des liens avec la police chargée de la prévention (ou la police municipale) afin d'être contactés dans tous les cas que la police pourrait découvrir dans lesquels des mineurs seraient impliqués. Malgré ces succès obtenus au cours de la brève période qui a suivi sa création, la Rapporteuse spéciale a eu l'impression que le programme MECED n'était pas aussi fortement appuyé, tant politiquement que financièrement, par le DIF municipal, qu'il devrait l'être étant donné le nombre important d'enfants des rues et de migrants mineurs se trouvant à Tijuana. La Rapporteuse spéciale demande instamment au DIF municipal et à celui de l'Etat de veiller à ce que le programme MECED à Tijuana reçoive des ressources, tant humaines que financières, à la mesure des problèmes énormes rencontrés par les enfants de la ville afin qu'il puisse répondre à leurs besoins.

107. La Rapporteuse spéciale a aussi été informée de certaines critiques adressées au DIF selon lesquelles, du fait de changements intervenus dans le Gouvernement, un important taux de renouvellement du personnel avait nui à la continuité et à l'efficacité des programmes mis en oeuvre par le DIF.

108. Le Consulat du Mexique de San Diego (Californie) s'efforce de résoudre les problèmes liés à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales depuis 1992. Au cours d'entrevues quotidiennes avec des migrants mineurs du Mexique amenés au Juvenile Hall de San Diego, les membres du Consulat reçoivent un grand nombre de renseignements sur les enfants utilisés pour la prostitution et la pornographie lorsqu'ils ont passé la frontière des Etats-Unis. A la suite de la découverte, en 1992, d'un réseau de prostitution d'enfants dans lequel étaient impliqués 100 enfants mexicains, à San Diego, une association a été mise en place en 1993 pour rapprocher tous les organismes publics, y compris les fonctionnaires chargés de faire appliquer les lois, qui travaillent avec des enfants aussi bien au Mexique qu'aux Etats-Unis, afin de définir une stratégie de lutte pour résoudre ce problème. Malheureusement, en raison de difficultés financières, cette association n'a pas pu se montrer très active. Son efficacité a été entravée par un désaccord au sujet de l'objectif essentiel : les responsables de l'application des lois voulaient éliminer le problème de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales en les expulsant alors que d'autres participants voulaient que les enfants victimes puissent bénéficier d'une réadaptation.

109. Outre les enfants exposés à la prostitution dans le Balboa Park de San Diego, les autorités consulaires ont été avisées de l'existence de réseaux de prostitution d'enfants s'étendant de la frontière jusqu'à Sacramento et Fresno en Californie. Il est très difficile pour les autorités de mettre la main sur ces réseaux criminels en raison de leur extrême mobilité et du caractère secret de leur fonctionnement. Le Consulat mexicain n'interroge pas seulement des mineurs mexicains qui ont été signalés aux autorités des Etats-Unis, il aide aussi les enfants à bénéficier d'un rapatriement volontaire. Au cours des entretiens avec la Rapporteuse spéciale, il a été convenu que tous les fonctionnaires du consulat qui participent à l'interrogatoire des enfants recevraient une formation préliminaire sur la manière de questionner les mineurs en situation difficile.

D. Système de justice pénale

110. A Ciudad Juárez, la Rapporteuse spéciale a constaté avec satisfaction que c'était à la suite des pressions exercées par des organisations non gouvernementales qu'une institution spécialisée dans les agressions sexuelles et les atteintes à la famille avait été créée en 1996 sous la responsabilité du Bureau du Procureur général. Cette institution propose des services complets et multidisciplinaires similaires aux victimes d'agressions sexuelles et d'atteintes à la famille comme ceux qui ont déjà été décrits ci-dessus à propos des déplacements de la Rapporteuse spéciale à Mexico et à Jalapa. Cette dernière a été informée qu'aucun cas d'exploitation sexuelle à des fins commerciales en tant que telle n'avait été signalé mais que, depuis août 1996, l'institution avait reçu 135 enfants victimes de violences sexuelles, dont 70 cas de viol. Une quarantaine de crimes sexuels sont signalés tous les mois en moyenne dont 70 % commis contre des enfants de moins de 18 ans. Les fonctionnaires de l'Agence indiquent également qu'ils sont au courant de cas non officiellement signalés de prostitution et de pornographie dont sont victimes des enfants à Ciudad Juárez mais qu'il n'existe pas de données ou de statistiques officielles à ce sujet.

111. La Rapporteuse spéciale a aussi été informée que cette Agence coordonnait son action avec certaines instances des Etats-Unis, en particulier le Procureur général de l'Etat et l'Institute of Sexual Assault d'Austin (Texas) ainsi qu'avec les instances judiciaires de Las Cruces (New Mexico) et d'El Paso (Texas), afin d'apporter un appui général aux enfants victimes et aux migrants mineurs. Dans le prolongement de cette coopération, un forum international sur les agressions et les sévices sexuels sera organisé en février 1998 dans le but de mieux faire prendre conscience des procédures à suivre au Mexique et aux Etats-Unis d'Amérique en cas de délits sexuels ainsi que d'augmenter le nombre de cas dans lesquels ces délits sont signalés.

112. La Rapporteuse spéciale a aussi appris avec satisfaction que peu de temps avant sa visite à Tijuana, un accord avait été signé entre les autorités douanières des Etats-Unis et du Mexique pour garantir la protection des enfants, des familles et des handicapés et renforcer l'efficacité et la normalisation des procédures mises en oeuvre pour leur retour. Un accord similaire allait être signé prochainement entre les autorités du Chihuahua et celles du Texas. La Rapporteuse spéciale ne peut qu'encourager l'adoption de tels accords par toutes les instances déployées tout le long de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, afin de rationaliser les procédures de rapatriement, sans perdre de vue la nécessité de sauvegarder les droits des enfants en particulier.

113. A Tijuana, les autorités municipales ont créé, en 1990, une patrouille de sécurité spéciale, la "police BETA" chargée de protéger les émigrants contre les sévices et l'exploitation pratiqués dans la zone frontalière. Avant la mise en place de cette force spéciale composée de fonctionnaires ayant reçu une formation spécialisée, les migrants avaient été les victimes d'innombrables formes de sévices et d'exploitation, y compris des sévices physiques et sexuels, viols, tortures, coups et chantages, de la part des gardes frontière, des polleros et des bandes de délinquants opérant dans le "no man's land" qui s'étend de part et d'autre de la frontière. On avait aussi signalé des cas où il avait été demandé à des jeunes filles de "payer" leur passage par des services sexuels. La police BETA est composée d'officiers de police chargés de la prévention (ou de la police municipale), de police judiciaire et de fonctionnaires fédéraux relevant du National Institute for Migration.

114. La Rapporteuse spéciale a appris avec consternation que la police de Tijuana chargée de la prévention ne considérait pas la prostitution des enfants et les autres formes d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales comme un problème qui se posait à Tijuana. Elle a eu l'occasion de constater personnellement la présence fréquente et évidente d'enfants se livrant à la prostitution dans les rues de Tijuana. Elle était particulièrement inquiète de constater que Tijuana, avec une population de 2 millions d'habitants seulement, a un centre-ville où autant de mineurs se livrent ouvertement à la vente de services sexuels qu'à Mexico qui, comme indiqué précédemment, compte une population d'environ 20 millions d'habitants. La Rapporteuse spéciale regrettait aussi que les fonctionnaires chargés de faire appliquer les lois ne reçoivent pas une formation dans le domaine des droits des enfants mais elle a constaté avec satisfaction que le représentant de la police n'hésitait pas à demander l'aide du DIF et d'autres

fonctionnaires compétents pour améliorer la formation de ces fonctionnaires en ce qui concerne les droits des enfants dans l'avenir.

115. La Rapporteuse spéciale a été très troublée par son entretien avec le représentant des autorités douanières de Tijuana qui a manifesté un total manque de sensibilité aux problèmes et aux dangers potentiels liés à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, de part et d'autre de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. Malgré des rapports confirmés selon lesquels le réseau de pornographie mettant en scène des enfants le plus vaste qui ait jamais été exploité par un ressortissant américain depuis Acapulco, en 1995, avait été découvert grâce à une opération réussie de contrôle douanier par les autorités frontalières de Tijuana, le représentant des douanes a prétendu ne pas être au courant de l'existence éventuelle d'activités quelconques portant sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales au point de passage de la frontière, à Tijuana. Il a expliqué que des contrôles ponctuels étaient effectués pour les groupes importants de marchandises et de touristes qui passent la douane, mais il n'a pas exclu la possibilité que des individus fassent passer clandestinement des cassettes vidéo, des revues ou des photos pornographiques mettant en scène des enfants. La Rapporteuse spéciale recommande vivement que les fonctionnaires des douanes reçoivent une formation sur l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, éventuellement avec la participation de spécialistes des douanes d'autres pays ayant mis au point des stratégies efficaces pour lutter contre le passage aux frontières d'ouvrages illicites, notamment de pornographie mettant en scène des enfants.

E. Organisations non gouvernementales

116. Comme indiqué plus haut, l'organisation non gouvernementale Alternativa Callejera, avec l'appui du Bureau du Procureur, s'est occupée d'aider les enfants des rues qui passent clandestinement la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique et deviennent les victimes d'une exploitation sexuelle, jusqu'à ce que l'administration actuelle ait interrompu ce projet. Auparavant, Alternativa Callejera recevait un appui financier pour les déplacements au-delà de la frontière qui étaient nécessaires afin d'identifier les enfants et de prendre contact avec eux en vue de leur rapatriement au Mexique. Etant donné l'importance de cet appui et l'acuité alarmante du problème, en particulier à la frontière entre Tijuana et San Diego, la Rapporteuse spéciale demande instamment au Gouvernement mexicain de rétablir cette initiative.

117. A Ciudad Juárez, l'Institut national pour les migrations coordonne un programme de protection des migrants mineurs depuis 1996 dans lequel des organisations gouvernementales et non gouvernementales coopèrent en vue d'accueillir des enfants émigrés rapatriés qui rentrent seuls des Etats-Unis au Mexique et dont la plupart sont des enfants des rues qui n'étaient pas originaires de Ciudad Juárez. Les enfants de 12 à 18 ans qui n'ont pas de famille dans la ville sont confiés aux soins d'organisations non gouvernementales qui les aident à regagner leur ville d'origine; ceux de moins de 12 ans sont pris en charge par le DIF. Une fois au Mexique, les jeunes émigrés rapatriés de Ciudad Juárez sont aidés par des assistantes sociales qui assurent la liaison avec leurs familles pour leur retour au foyer ou sont directement pris en charge par des fonctionnaires de l'émigration ou de la sécurité publique. Dans le cadre du programme pour les migrants mineurs,

l'Institut des autochtones aide les enfants autochtones rapatriés, dans leur propre langue, et recherche la communauté ethnique dont ils sont issus afin de préparer leur retour chez eux.

118. La Rapporteuse spéciale considère ces efforts coordonnés entre organisations gouvernementales et non gouvernementales comme un moyen important de sauvegarder les droits des enfants. Elle recommande toutefois que, lorsqu'il étudie le motif de l'émigration, le Bureau du Procureur pour la défense des mineurs enquête aussi pour savoir si les enfants rapatriés ont été les victimes d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales avant ou pendant leur passage de la frontière afin de déterminer si d'autres problèmes se posent pour les mineurs migrants qui nécessiteraient une attention spécifique.

119. La Rapporteuse spéciale a observé avec inquiétude que le foyer YMCA pour les migrants mineurs de Ciudad Juárez risquait de devoir mettre fin à l'aide qu'il apportait aux enfants migrants faute de ressources financières suffisantes. Etant donné qu'il n'existe dans cette ville aucun autre endroit spécialement prévu pour accueillir ces mineurs puisque le DIF et les foyers pour enfants du Bureau du Procureur reçoivent des enfants qui nécessitent des types d'assistance différents, la Rapporteuse spéciale espère que des ressources seront trouvées pour que les mineurs migrants rapatriés aient un endroit où séjourner à leur retour.

120. La Casa Madre Asunta de Tijuana est un foyer pour les femmes migrantes et leurs enfants où ils trouvent de quoi se nourrir, s'habiller, ainsi qu'un soutien moral. Au cours des entretiens qui ont eu lieu dans différents secteurs, il a été indiqué qu'un problème qui se pose aux femmes émigrées arrivant à Tijuana est que, dans les "maquiladoras" ou usines locales où la plupart de ces femmes finissent par travailler, il n'y a pas de garderie pour enfants. Le résultat est que beaucoup d'enfants d'émigrés sont forcément abandonnés à leur sort dans les rues. La Casa Madre Asunta fait donc profiter les enfants d'émigrés d'un programme d'aide sociale et d'enseignement non officiel, dans le but de leur donner une certaine dignité et de leur enseigner la manière d'exprimer leurs sentiments et d'accepter la réalité de leur nouvelle vie.

121. Le foyer YMCA pour les mineurs migrants de Tijuana vient en aide aux jeunes migrants de l'intérieur du pays et aux rapatriés; il s'est occupé de plus de 8 500 mineurs au cours des huit dernières années. Les représentants de la YMCA distinguent trois catégories de mineurs migrants : les "migrants en transit" qui ne passent que 3 ou 4 jours au foyer, quand ils partent pour les Etats-Unis ou en reviennent; les "nomades", des enfants âgés pour la plupart de 15 à 17 ans qui ont quitté leur foyer et ne veulent pas y retourner; et les enfants des rues qui ne passent que très peu de temps au foyer et recommencent pour la plupart à vivre dans les rues.

122. Le foyer pour enfants de la Casa TEPOPIN de l'Asociación Fronteriza de la Comunidad Tijuanaense, organisation non gouvernementale établie qui s'occupe des enfants des rues depuis 12 ans, a défini quatre groupes différents d'enfants des rues qui nécessitent des soins spécialisés : ceux qui acceptent des relations sexuelles pour survivre, les marchandes de fleurs, les jongleurs et les enfants qui viennent de l'autre côté de la frontière. Casa TEPOPIN

applique une méthode de travail en participation avec les enfants des rues en les responsabilisant dans le cadre d'un développement communautaire. Avec plus de 25 bénévoles de l'Université, TEPOPIN va chercher les enfants dans leur propre habitat, instaurant avec eux des rapports de confiance ("Opération amitié"). Il s'agit là d'un processus qui prend du temps car les enfants des rues sont en général sur leurs gardes et agressifs au premier abord. Les travailleurs des rues de TEPOPIN ont constaté qu'un théâtre populaire pour les enfants ("teatro popular infantil" ou "tepopin") était une des méthodes les plus efficaces pour approcher les enfants des rues; on les fait par exemple participer à l'élaboration d'un scénario, se maquiller le visage et jouer la comédie jusqu'à ce qu'une pièce de rue puisse être représentée. TEPOPIN construit actuellement un foyer pour 30 enfants dans lequel cette "thérapie par les arts", peinture, théâtre et musique, sera appliquée pour réhabiliter les enfants des rues et les réintégrer à la société. On envisage également de compléter ces services créatifs par le travail d'une assistante sociale, d'un psychologue et d'un médecin afin que les enfants bénéficient de services complets. La Rapporteuse spéciale a été impressionnée par ces méthodes différentes et novatrices pour s'occuper des enfants des rues et elle espère que leur foyer recevra l'appui nécessaire pour pouvoir fonctionner dès que possible.

123. Un autre programme qui manque de ressources est le projet "Ciudad de los Niños" pour les enfants des rues, foyer pour enfants exploité par le Centro de Atención a la Niñez Tijuanaense. Il apporte actuellement un soutien dans tous les domaines aux enfants de 0 à 5 ans, maltraités et abandonnés, en leur donnant notamment des soins de santé, une médiation familiale et une aide psychologique. La Rapporteuse spéciale regrette beaucoup que le projet pour les enfants des rues qui visait à régler les problèmes de désintoxication, les questions de réhabilitation et les problèmes de comportement sexuel ait dû être interrompu par manque de compétences techniques dans ces secteurs et de ressources financières. Elle espère qu'un soutien pourra être accordé à ces projets qui sont essentiels pour empêcher les enfants des rues de devenir de nouvelles victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

124. La Rapporteuse spéciale a aussi eu l'occasion de visiter un foyer pour anciens enfants des rues en cours de réinsertion après désintoxication dénommé "MERAC" ("Menores en Recuperación"). Elle y a rencontré 150 enfants avec lesquels elle s'est entretenue et elle a été très touchée par les épreuves qu'ils ont dû endurer. Certains enfants lui ont parlé de leur propre expérience des rues où ils avaient fait l'objet de sévices sexuels. Les enfants qui sont amenés à MERAC passent un mois dans un programme de désintoxication, pendant lequel ils ne peuvent sortir, après quoi ils sont libres d'aller et venir. Il a été souligné d'autre part qu'une stabilisation permanente n'était possible dans la plupart des cas qu'au terme d'un traitement de deux ans. Plus de 50 % des enfants de MERAC, garçons et filles, avaient fait l'objet d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales à un moment ou à un autre de leur vie dans les rues. Le pourcentage de contamination par le virus du SIDA est également très élevé parmi ces enfants.

125. La Rapporteuse spéciale a été informée que tout le personnel de MERAC était constitué d'anciens drogués considérés en tant que tels comme pouvant partager plus facilement les préoccupations des enfants. Elle ne conteste pas certains avantages de cette méthode mais voudrait souligner la nécessité de

veiller à ce que tous ceux qui s'occupent des enfants, dans des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux, soient qualifiés, dévoués et soigneusement sélectionnés pour les postes de responsabilité qu'ils occupent.

126. Le programme MERAC recherche activement des ressources nouvelles pour construire des établissements scolaires ainsi qu'un centre de réadaptation sociale pour les enfants des rues. D'après ses responsables les systèmes d'enseignement officiels ne seraient pas à même de répondre aux besoins des enfants en cours de désintoxication. La Rapporteuse spéciale a été particulièrement touchée lorsque, à la question de savoir ce que les enfants voudraient demander au Gouvernement mexicain en priorité, la réponse unanime a été "l'école". La Rapporteuse spéciale voudrait par conséquent insister auprès du Gouvernement mexicain, par l'intermédiaire du DIF au niveau fédéral et à celui de l'Etat, pour que tous les enfants soient en mesure d'aller à l'école. Cette recommandation est faite en conformité avec les engagements pris par le Gouvernement en tant qu'Etat partie à la Convention relative aux droits de l'enfant.

V. ANALYSE COMPARATIVE

127. On se propose d'exposer, dans le présent chapitre, une analyse de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales au Mexique en se fondant sur les études ci-dessus. La Rapporteuse spéciale tient à souligner combien il est difficile de se faire une idée complète et précise de la situation dans un pays aussi grand et aussi contrasté que l'est le Mexique en une visite de deux semaines. Cela étant, le programme serré de son séjour lui a permis de comprendre suffisamment cette situation pour formuler des recommandations à l'intention tant du Gouvernement que de la société civile.

A. Situation de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales

128. Les causes profondes qui poussent les enfants à se faire exploiter sexuellement à des fins commerciales dans les zones métropolitaines, touristiques et frontalières sont en général toujours les mêmes. La pauvreté, l'augmentation constante de la migration des zones rurales vers les zones urbaines, l'éclatement de la famille et l'effondrement des valeurs sociales et morales perturbent la structure familiale, et donc affaiblissent la protection des enfants au sein de leur famille. Cependant, la pauvreté constatée dans les lieux visités ne semble pas être liée à la survie car il n'y a apparemment pas de pénurie d'emplois, notamment à Ciudad Juárez en raison du nombre d'usines installées dans la région. Il en va de même de la zone touristique de Cancún, de la zone portuaire de Veracruz et de Tijuana. La violence intrafamiliale, qui est endémique et touche différents secteurs de la société, semble être un problème beaucoup plus grave, à l'origine d'une augmentation du nombre de fugueurs et d'enfants des rues.

129. La forme la plus courante, et la plus visible, de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales au Mexique est la prostitution, notamment l'emploi comme danseuses de bar ou strip-teaseuses. L'utilisation des enfants à des fins pornographiques serait répandue, mais les faits et les données sont beaucoup plus difficiles à établir en raison du secret qui entoure généralement ce type d'exploitation. Les enfants des zones

frontalières sont peut-être plus exposés à ce phénomène puisqu'il semblerait que ces zones soient particulièrement propices à la pornographie infantine en raison de la facilité de déplacement vers les Etats-Unis d'Amérique.

130. Il est très intéressant de noter certaines disparités dans la situation des enfants des deux villes frontalières dans lesquelles s'est rendue la Rapporteuse spéciale. La situation à Tijuana semble être beaucoup plus grave et menaçante pour les enfants qu'elle ne l'est à Ciudad Juárez. L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales à Tijuana est non seulement très visible, mais aussi beaucoup plus répandue dans la population. Le fait que les enfants soient pris aux filets du marché de la prostitution s'explique principalement par la toxicomanie. La prolifération des drogues dans les villes et le fait qu'elles soient facilement accessibles posent de sérieux problèmes non seulement pour les adultes, mais aussi pour les enfants.

131. Les méthodes de recrutement sont sensiblement les mêmes d'un Etat à l'autre. La présence de réseaux peu organisés et les méthodes de recrutement "types" des enfants, à l'exception des enfants des rues, sont déconcertantes. On les attire systématiquement, sous de faux prétextes, des zones rurales et de leur milieu familial vers les villes, où on les livre à des intermédiaires. La Rapporteuse spéciale s'inquiète aussi des rumeurs de contribution des forces de l'ordre à la création d'un climat d'impunité qui encouragerait les réseaux mieux organisés.

B. Dispositions juridiques

132. Dans un régime fédéral comme celui du Mexique, chaque Etat est doté d'une législation propre concernant la protection des droits de l'enfant. Il est toutefois regrettable que, bien que le Mexique soit partie à la Convention relative aux droits de l'enfant, les lois des différents Etats soient non seulement très différentes les unes des autres, mais aussi rarement conformes aux normes internationales. Il est essentiel que tous les Etats commencent à revoir leurs dispositions juridiques, ou poursuivent le processus de révision, afin d'harmoniser toutes leurs lois avec la Convention. Les opuscules juridiques comparatifs établis par la Commission nationale des droits de l'homme peuvent être utiles à cet égard.

C. Action gouvernementale

133. La Rapporteuse spéciale a constaté que, de façon générale, le Gouvernement mexicain est parfaitement conscient de la nécessité d'intervenir d'urgence pour contrer le phénomène de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Cependant, si la volonté politique de s'attaquer à ce problème est très sensible, il ne semble pas que l'on se soit doté de stratégies systématiques et concrètes à l'échelon national. Les mécanismes d'intervention dépendent beaucoup de l'intérêt que les personnes qui occupent des postes de responsabilité portent à ce problème et de leur attachement à y faire face. Le plus souvent, les stratégies souffrent d'un manque de coordination et d'efficacité.

134. Le rôle joué par le Système national pour le développement intégral (DIF) au niveau de l'Etat en est un exemple. La Rapporteuse spéciale a été impressionnée par les fonctionnaires du DIF de l'Etat de Quintana Roo,

qui sont de toute évidence en contact quotidien avec les enfants des rues et qui, travaillant sur le terrain, ont une profonde connaissance de l'ampleur des problèmes qui se posent dans leur Etat et, notamment, du nombre d'enfants des rues, des dangers auxquels ils sont exposés et des lieux qu'ils fréquentent. Elle n'a pas constaté le même dévouement à Mexico, où elle a eu l'impression que les responsables du DIF étaient très loin des enfants et de leurs problèmes dans la mesure où leur travail portait principalement sur les décisions politiques. Bien qu'on ne puisse pas nier que les programmes et stratégies puissent être différents d'un Etat à l'autre, la Rapporteuse spéciale est d'avis qu'il faudrait se tenir constamment en contact étroit avec la partie la plus concernée, à savoir les enfants. Néanmoins, elle a été en général satisfaite de l'ouverture et de l'accueil du DIF et de la franchise avec laquelle il s'est auto-évalué.

135. Cependant, la Rapporteuse spéciale a été déçue par l'attitude défensive et fermée de la plupart des responsables des secteurs du tourisme, de l'immigration et des douanes, qui semblent en être encore à nier l'existence du problème. Cette attitude est particulièrement regrettable dans les lieux de villégiature et les zones de frontière. Elle espère que ces autorités noueront des liens plus étroits avec le DIF et les organisations non gouvernementales, ce qui leur permettrait de mieux comprendre le problème, d'en reconnaître l'existence et de prévoir des stratégies.

136. La Rapporteuse spéciale est parfaitement consciente du fait qu'étant donné les vides et les disparités juridiques, les différences régionales, la structure décentralisée du Gouvernement mexicain et l'existence d'importantes communautés autochtones, la conception et la mise en oeuvre de stratégies nationales efficaces ne soient pas chose facile.

D. Rôle de la justice pénale

137. La Rapporteuse spéciale constate avec satisfaction que le Bureau du Procureur général est conscient de la nécessité d'organiser une intervention globale face à la misère des enfants dans le cadre de la Direction des mineurs et de ses institutions spécialisées, ce qui permettrait d'aller au-delà de ce que permettent les moyens traditionnels du maintien de l'ordre.

138. Il faudra cependant s'attacher sérieusement à sensibiliser les représentants de la force publique. La participation présumée de certains responsables de l'application des lois à des violences commises sur des enfants, soit directement, soit en collusion avec d'autres, mérite une intervention urgente. A cet égard, il est extrêmement important que les infractions commises sur des enfants soient inscrites au nombre des priorités de la police, au niveau de la prévention comme à celui de l'intervention. Le fait que l'on ne signale pas précisément des cas d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales peut être imputé à un manque de sensibilisation de la part tant de la police que du grand public.

E. Rôle des organisations non gouvernementales

139. La Rapporteuse spéciale a eu des entretiens approfondis avec les représentants de diverses organisations non gouvernementales travaillant sur les problèmes des enfants dans tous les lieux où elle s'est rendue. Elle a

noté que l'on était pratiquement unanime à reconnaître la nécessité d'utiliser au mieux les ressources par une coordination et une communication meilleures non seulement entre le Gouvernement et les organisations non gouvernementales, mais aussi entre les organisations non gouvernementales elles-mêmes. La coordination, lorsqu'elle existe, est très souvent sporadique ou simplement ponctuelle, ce qui crée forcément de nombreux décalages auxquels il n'est pas mis bon ordre.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Gouvernement mexicain

140. La taille du Mexique et la diversité des conditions que l'on relève sur son territoire font qu'il est difficile de concevoir des mesures globales de protection des enfants. Une forte volonté politique s'impose si l'on veut progresser dans ce domaine. La Rapporteuse spéciale espère que les recommandations ci-après seront examinées avec attention par le Gouvernement mexicain dans le but de prévenir et de surmonter le problème de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales :

1. Le manque de statistiques et de données sur l'ampleur de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ne devrait pas servir d'excuse pour ne pas appliquer de mesures tant préventives que curatives tant il est manifeste, dans les lieux visités, que le problème existe.

2. Tous les moyens devraient être mis en oeuvre pour veiller à ce que le système de justice pénale soit adapté aux enfants, notamment au niveau de l'application des lois. A cette fin, il est essentiel que l'on procède, le plus tôt possible :

a) A l'application des mesures politiques tendant à intégrer la lutte contre la criminalité à l'égard des enfants parmi les principaux objectifs de l'application des lois;

b) A la mise en oeuvre de programmes de plaidoyer et de sensibilisation en faveur d'une amélioration des mécanismes de notification des cas de maltraitance d'enfants;

c) A la formation de tous les différents groupes sur lesquels repose le système de justice pénale depuis le point d'entrée jusqu'au point de sortie de la jeune victime afin d'éviter que celle-ci ne soit de nouveau persécutée;

d) A la mise en oeuvre, chaque fois que cela est possible, de mécanismes multisectoriels d'intervention au bénéfice de l'enfant qui demande de l'aide;

e) A la poursuite et au châtement des bourreaux d'enfants, notamment des représentants des forces de l'ordre et d'autres agents de la force publique, en assurant une vaste publicité à ces initiatives;

f) A l'institutionnalisation de la réadaptation de la jeune victime et de sa réinsertion dans la société ainsi qu'à la programmation systématique de ces interventions.

3. Il faudra revoir les lois fédérales et les législations des différents Etats relatives à la protection de l'enfance afin d'aligner celles-ci sur les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment sur la définition de l'enfant en tant que personne âgée de moins de 18 ans.

4. Il faudra revoir aussi bien les lois fédérales que les législations des différents Etats concernant la maltraitance d'enfants afin de criminaliser ce phénomène, de le qualifier et de le sanctionner.

5. Il faudra surveiller et contrôler constamment les lieux où les enfants sont exposés à des dangers et appliquer des programmes de sauvetage et de protection de ceux-ci.

6. Il faudra renforcer le rôle du Système national de développement intégral de la famille (DIF) dans la protection de l'enfance par le biais de programmes institutionnalisés et uniformes d'étude et d'élimination des principales causes de ce phénomène, particulièrement la violence intrafamiliale et les sévices sexuels.

7. Il faudra accorder, d'urgence, une attention particulière à la question de la toxicomanie chez les enfants.

8. On imposera et/ou appliquera le principe de l'enseignement obligatoire - scolaire ou non scolaire.

9. Les pouvoirs publics coopéreront étroitement avec les institutions non gouvernementales qui s'occupent de la protection des enfants et coordonneront leurs activités avec celles de ces organismes.

10. Il faudra faire participer le secteur privé à la protection et à la réinsertion des jeunes victimes.

141. Pour les Etats des zones frontalières, la Rapporteuse spéciale recommande ce qui suit :

1. Lancer des initiatives concertées entre les responsables compétents des deux côtés de la frontière en matière de protection de l'enfance et renforcer les programmes de coopération qui existent déjà dans ce domaine.

2. Sensibiliser et former les agents de la police des frontières, des douanes et de l'immigration à la question de la vulnérabilité des enfants ainsi qu'aux méthodes d'interrogatoire et d'enquête lors de la procédure d'arrestation ou de rapatriement.

3. Former des agents consulaires mexicains aux Etats-Unis d'Amérique au traitement des mineurs migrants et aux techniques d'entretien avec ces enfants.

4. Contrôler continuellement les zones frontalières afin d'empêcher les exploiters d'approcher facilement les enfants dans le but de les soumettre à la maltraitance, localement ou de l'autre côté de la frontière.

B. Organisations non gouvernementales

142. Les organisations non gouvernementales sont généralement le partenaire incontournable sans lequel il serait difficile, sinon impossible, aux gouvernements d'appliquer des réformes et des programmes de protection de l'enfance. Plusieurs possibilités s'offrent aux organisations non gouvernementales pour soulager la détresse des enfants en situation difficile, notamment :

1. Organiser des programmes de sensibilisation sur :

a) L'existence du problème précis de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans le pays;

b) Les causes premières de la vulnérabilité des enfants à cet égard dans le contexte local;

c) Le mode de recrutement des enfants;

d) Les droits des enfants tels qu'ils sont inscrits dans les instruments internationaux, particulièrement la Convention relative aux droits de l'enfant;

e) Les répercussions de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales sur la personnalité des victimes;

f) La responsabilité qui incombe aux parents et aux autres membres de la communauté de faire preuve de vigilance dans la protection des enfants.

2. Participer activement à la surveillance des lieux où les enfants sont le plus vulnérables et prendre des mesures pour signaler les risques et tirer les enfants de la situation d'exploitation.

3. Etre vigilant dans la surveillance des mécanismes d'intervention des pouvoirs publics, particulièrement les forces de l'ordre, afin d'éviter que des enfants ayant besoin d'aide ne soient de nouveau victimes.

4. Encourager et favoriser la communication et la coopération entre elles-mêmes, dans un premier temps, par l'inventaire des différentes organisations qui s'occupent des enfants, puis en se répartissant des domaines de responsabilité précis.

5. Faire preuve de vigilance dans la protection des enfants qui leur sont confiés afin que ceux-ci ne soient plus persécutés ni traumatisés. A cette fin, il faudrait s'attacher strictement à :

a) Bien sélectionner les candidats à des postes dans l'organisation, particulièrement ceux qui seront appelés à traiter directement avec les enfants;

b) Suivre le déroulement des activités au jour le jour;

c) Capter les signaux de détresse émis par les enfants qui leur sont confiés qui pourraient être trop terrorisés pour signaler d'éventuels sévices;

d) Faire valider les programmes et initiatives par des spécialistes qualifiés tels que psychiatres ou psychologues pour enfants afin de veiller à ce que ces programmes ou initiatives ne soient pas dommageables pour l'enfant.

6. Etre proactif et novateur dans la conception des moyens d'encourager les enfants à chercher spontanément de l'aide et à signaler les sévices qui leur sont infligés.

7. Accorder une attention particulière, à titre hautement prioritaire, à la lutte contre la toxicomanie chez les enfants, particulièrement dans les zones métropolitaines ou frontalières.

8. Coopérer activement avec le Gouvernement à la recherche de solutions viables pouvant se substituer à l'éducation scolaire des enfants qui travaillent.

9. Plaider activement pour la formation des enfants à des activités rémunératrices dans des domaines autres que le marché de la prostitution et sensibiliser les entreprises à l'intérêt de cette formation.

10. Mettre en place des permanences téléphoniques auxquelles les enfants ayant besoin d'aide pourraient avoir facilement accès.

Annexe

LISTE NON EXHAUSTIVE DES PERSONNES ET ORGANISATIONS QUE LA RAPPORTEUSE
SPECIALE A RENCONTREES PENDANT SA MISSION

Mexico (District fédéral)

M. José Angel Gurria	Ministre des affaires étrangères
M. Lorenzo Thomas Torres	Procureur général du District fédéral
M. Mario Luis Fuentes	Directeur général, Système national pour le développement intégral de la famille (DIF/DF)
Mme Elva Cárdenas Miranda	Directrice générale adjointe, Service de l'assistance et de la coordination, DIF/DF
M. Alejandro Cornejo Ramos	Coordonnateur, Service de l'assistance et de la coordination, DIF/DF
Mme Mireille Rocatti	Présidente, Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)
M. Luis de la Barreda	Président, Commission des droits de l'homme du District fédéral
Mme Teresita Gómez de León	Secrétaire du Conseil, Commission des droits de l'homme du District fédéral
Mme Montserrat Sagarra Paramont	Directrice générale, Direction générale des affaires concernant les mineurs et les incapables (Dirección general de asuntos de menores et incapaces), Bureau du Procureur général
M. Andrés Linares Carranza	Directeur général, Direction générale des affaires familiales (Dirección general en lo familiar), Bureau du Procureur général
M. Joaquin Gonzalez Casanova	Directeur général pour les droits de l'homme, Bureau du Procureur général
Mme Sofía Villa Elenes	Directrice, Maison des enfants "Casa del Arbol", Commission des droits de l'homme du District fédéral
Mme Guadalupe Gómez	Sénateur, Commission de l'égalité entre hommes et femmes
M. Franco Muñoz	Sénateur, Secrétaire aux affaires concernant l'enfance

Mme Angélica Luna Parra	Commission de l'assistance spéciale aux groupes vulnérables, Assemblée nationale du District fédéral
M. Francisco Javier Serna	Commission des services de santé et des services sociaux, Assemblée nationale du District fédéral
Le commandant Raúl Adrian Pérez	Police judiciaire, District fédéral
M. Octavius Flores Chamorro	Représentant du ministère public, Bureau du Procureur général, Unité spécialisée No 57, police judiciaire du District fédéral
Mme Jovita Osorino	Foyer d'hébergement temporaire pour enfants, Bureau du Procureur général du District fédéral
Mme Verónica Peralta Gutiérrez	Direction générale des affaires concernant les mineurs, Bureau du Procureur général du District fédéral
Mme Dulce María Sauri Riancho	Coordonnatrice, Programme national en faveur des femmes, Ministère de l'intérieur
Mme Amparo Canto	Coordonnatrice, Unité des services, Ministère du tourisme
Mme Carol de Swaan	Coordonnatrice, Programme en faveur des femmes, Ministère du tourisme
M. Jorge Alejandro Saavera López	Conseil national de prévention du SIDA et de lutte contre le SIDA (CONASIDA), Ministère de la santé
M. José Luis Saucedo Muñoz	Directeur général, Alternativa Callejera
M. José Vallejo	Fundación Renacimiento (Casa Ecuador)
Mlle Elia Gema García	Fundación Renacimiento (Casa Ecuador)
Mme Elena Azaola	Programme en faveur des enfants des rues, Commission des Communautés européennes
Mme Norma Negrete Aguayo	Espaces pour le développement intégral (EDIAC)
Mlle Rosa Icela Madrid Romero	Brigada Callejera
Mlle Margarita Griesbach	Educación con el Niño de la Calle (Education avec l'enfant de la rue) (EDNICA)
M. José Carlos Cuentas-Zavalla	Représentant, UNICEF
M. Robert Cohen	Administrateur de programmes, UNICEF

Mme Thelma O'con-Solorzano	Directrice, Centre d'information des Nations Unies (CINU)
M. Juan Miguel Diaz	Attaché de presse, CINU
<u>Jalapa et Veracruz</u>	
M. Rodolfo Duarte Ribas	Procureur général de l'Etat de Veracruz
M. Augusto C. Zurita Morales	Procureur à la défense des enfants, de la famille et des autochtones, DIF de Veracruz
M. Fernando Mota Bolfeta	Chef, Service d'appui judiciaire, Bureau du Procureur à la défense des mineurs, DIF de Veracruz
M. David Bermudez	Coordonnateur, Programme en faveur des mineurs en situation particulièrement difficile (MECED), DIF de Veracruz
Mme Clarisa Guajardo Ruiz	Directrice, Centre d'aide aux victimes, Bureau du Procureur général
Mme Lidia Elias Prieto	Chef, Unité spécialisée dans les agressions sexuelles et les atteintes à la famille (Agencia especializada en delitos sexuales y contra la familia), Jalapa
Mme Luz Esther Mejía	Psychologue, Unité spécialisée, Jalapa
Mme Alicia Montiel	Travailleuse sociale, Unité spécialisée, Jalapa
Mme Raquel Lagunes	Médecin, Unité spécialisée, Jalapa
Mme Margarita Herrera Ortiz	Présidente, Commission des droits de l'homme de l'Etat de Veracruz
Mme Naela Márquez Hernández	Chef, Unité spécialisée dans les agressions sexuelles et les atteintes à la famille, Veracruz
M. Arturo Marinero	Coordonnateur, MATRACA
M. Juan Manuel Pérez	Directeur, Casa MATRACA
M. Oscar Escudero	Programme en faveur des femmes et des enfants autochtones, MATRACA
Mme Libertad Hernández	Directrice, Alternativa Callejera
Mme Ana Gambia de Trejo	Coordonnatrice, Conseil consultatif de l'enfance
M. Luis Rodriguez Gabarrón	Coordonnateur, Conseil consultatif de l'enfance

Cancún

M. Juan José Ortíz Cardín	Directeur général, DIF de Quintana Roo
M. Efren Hernández Martínez	Directeur général, DIF municipal de Benito Juárez
M. Juan García Escamilla	Procureur à la défense des mineurs et de la famille, DIF de Quintana Roo
Mme Martha McLiverty Pacheco	Coordonnatrice, Programme en faveur des mineurs et des adolescents, DIF de Quintana Roo
Mme Norma Salazar Rivera	Directrice des opérations, DIF municipal de Benito Juárez
M. Rodolfo García Pliego	Secrétaire général, cabinet du maire
Le capitaine Federico Marcos Solis	Directeur, Département de la sécurité publique
Mme Aurora Molina	Directrice, Département du tourisme de l'Etat
Mme Eva López	Coordonnatrice, Conseil des ONG de l'Etat de Quintana Roo
Mme Yolanda Garmendia	Conseil des ONG de l'Etat de Quintana Roo
Mme Lydia Calho R.	Estas Mujeres
Mme Patricia Seoane B.	Défense des droits fondamentaux des femmes et des mineurs
Mme Teresa Morales	Grupo Arcoiris
M. Ignacio Diez Hidalgo	Université La Salle

Ciudad Juárez

M. Jesús Alfredo Delgado	Maire par intérim
Mme Alma Rosa Hernández de Flores	Présidente, DIF municipal de Ciudad Juárez
Mme Verónica Jiménez Montes	Directrice générale, DIF de l'Etat de Chihuahua
M. Rafael Hernández Carlos	Directeur général, DIF municipal de Ciudad Juárez
M. José Ibarra Moreno	Directeur, Centre d'aide aux mineurs frontaliers, DIF municipal de Ciudad Juárez
Mme Patricia Cabrera	Coordonnatrice, moyens d'information, DIF municipal de Ciudad Juárez

Mme María Antonieta Esparza	Directrice, Unité spécialisée dans les agressions sexuelles et les atteintes à la famille, Bureau du Procureur général
Mme Elba Guadalupe Gómez Cabral	Procureur d'Etat à la défense des mineurs, DIF municipal de Ciudad Juárez
Mme Guadalupe Acosta García	Assistante juridique, Bureau du Procureur d'Etat à la défense des mineurs, DIF
Un représentant	Commission de coordination interinstitutionnelle d'aide aux mineurs frontaliers
Un représentant	Institut national pour les migrations
Mme Leticia López Manzano	Directrice, Paso del Norte (YMCA), AC
M. Sergio García	Casa de Libertad Bethel
M. Antonio Flores Díaz	Casa de Libertad Bethel
Mme Josefina Valencio	Casa de Libertad Bethel
M. Oswaldo Gorzegno	Desarollo Juvenil del Norte
M. David Mercado	Pueblo de García, AC
Mme Margarita Olivas P.	Association pour la protection des mineurs

Tijuana

M. Marco A. Esponda Gaxiola	Directeur général, DIF de l'Etat de Basse-Californie
M. Sergio E. Reynoso Nuño	Directeur, DIF municipal de Tijuana
Mme Laura Quezada Ruela	Procureur à la défense des mineurs, DIF municipal de Tijuana
Mme Rosa Alta Gracia	Coordonnatrice, programme MECED, DIF de Tijuana
M. Oscar R. Ezkauriatza	Fonctionnaire de la sécurité publique
M. Rodolfo Ponce Díaz	Administrateur, Administration des douanes
M. Geraldo Delgado Cruz	Représentant régional, Institut national pour les migrations
M. Victor Ortíz Aguilar	Institut national pour les migrations
Mère Gemma Lisot	Casa Madre Asunta
Mme María de Rosario Galvan	Casa Madre Asunta
M. Oscar Escalada	Casa YMCA del Menor Migrante

M. Mike Lewis	Casa YMCA del Menor Migrante
M. Guillermo Alvarado	Casa TEPOPIN, Asociación Fronteriza de la Comunidad Tijuanaense, AC
Mme Martha Beltrán Gudiño	Directrice des opérations, "Ciudad de los Niños", Centro de Atención a la Niñez Tijuanense
M. Juan Carlos Arreguín Rodríguez	Directeur général, ARAC - MERAC (Menores en Recuperación)
 <u>San Diego</u>	
Mme Adriana González Félix	Consul général du Mexique
Mme Caterina M. Tabacco Sanguinetti	Agent de liaison, Projet frontalier pour les mineurs, Consulat général du Mexique
